



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## République du Mali

---

### **Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK)**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1-14 Novembre 2013

Date du document: 05/02/2014

No. du Projet: 1356

No. du rapport: 3240-ML

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Évaluation d'ensemble de l'exécution du PIDRK	2
C.	Produits et réalisations	3
D.	Avancement de l'exécution du PIDRK	8
E.	Aspects fiduciaires	13
F.	Durabilité	19
G.	Autres aspects	19
H.	Conclusion	20

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes	23
Appendice 2:	Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats	29
Appendice 3:	Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	39
Appendice 4:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	43
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	49
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	54
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	55



## **A. Introduction<sup>1</sup>**

1. Le Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK) est financé pour un coût total de 22, 83 millions USD dont : (i) 11,34 millions USD de prêt du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), (ii) 5,4 millions USD de prêt de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) (iii) 3,50 millions USD de don du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA)<sup>2</sup> (iv) 2,7 millions USD comme contrepartie de l'Etat et, (v) 0,26 millions USD comme contribution des bénéficiaires.
2. L'objectif général du Programme est de contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des communautés vivant dans la région de Kidal. Il a comme objectifs spécifiques: (i) l'augmentation et la diversification des revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable et (ii) l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier des femmes, en facilitant leur accès aux services et infrastructures sociocommunautaires de base.
3. Le PIDRK a démarré ses activités en juillet 2007 et sa revue à mi-parcours a été réalisée en octobre/novembre 2011. L'achèvement du Programme est prévu pour le 30 septembre 2014 et sa clôture est prévue pour le 31 mars 2015.
4. La zone d'intervention prioritaire du Programme comprend six des onze communes que compte la région de Kidal, il s'agit de Anefif, Essouk et Kidal dans le cercle de Kidal, Adjel'Hoc et Tessalit dans le cercle de Tessalit et Abeibara dans le cercle du même nom. Il intervient également dans les zones latérales du Tilemsi et du Tamesna pour prendre en compte le mode traditionnel d'exploitation nomade des pâturages de toute la région.
5. Les groupes cibles du Programme concernent les ménages extrêmement vulnérables, les ménages très vulnérables et les éleveurs vulnérables. À l'intérieur de ces groupes vulnérables, les femmes et les jeunes seront particulièrement visés par le Programme.
6. Les activités du Programme s'articulent autour de 5 composantes : (i) appui à la valorisation du potentiel pastoral ; (ii) amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables ; (iii) amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; (iv) renforcement des capacités des acteurs et genre ; et (v) gestion et suivi-évaluation des activités du Programme.
7. La mission vise à évaluer : (i) les progrès accomplis dans la réalisation des activités programmées dans le cadre du PTBA de 2013 et (ii) les activités possibles dans le contexte actuel et à moyen terme en fonction des évolutions de la situation.
8. Le deuxième semestre de 2013 a été marqué par la tenue des élections présidentielles le 28 juillet et le 11 août 2013 qui a concrétisé le retour à l'ordre constitutionnel et la volonté nationale du nouveau gouvernement à reconstruire les régions du Nord. Dans ce contexte, la mission évaluera les marges de manœuvre du PIDRK pour participer plus activement aux efforts de reconstruction, déterminera pour ce faire les conditions à remplir et les domaines d'intervention à privilégier.
9. Avec la persistance de troubles dans les 3 régions du Nord, et de Kidal en particulier, la mission a limité ses travaux à des séances d'entretiens avec différents acteurs : (i) le Ministère Délégué chargé de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire, (ii) le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, (iii) la BOAD, (iv) un groupe d'élus et de représentants des bénéficiaires de la région de Kidal, (v) l'équipe du projet, (vi) les partenaires du projet (DRPIA, DRA, DRSV, OMS, ANICT), et (vii) les ONG partenaires du programme (GARDL, AGIDE).

---

<sup>1</sup> Sous la responsabilité de Philippe Rémy, Chargé de portefeuille (CPM) du Mali pour le FIDA, la mission était conduite par: Bakary Sékou Coulibaly, Chargé d'Appui au programme pays (CPO), FIDA à Bamako; et était composée de Fatogoma Diarra, Consultant expert en développement rural, FIDA ; Moulaye Tétra, Consultant International, expert financier, FIDA ; Dr Abdoulaye C. Haïdara, Consultant expert en santé publique, FBSA. Mamadou Nadio, Coordinateur CNPPF, MDR.

<sup>2</sup> Précédemment Fonds Belge de Survie.

10. Le présent aide-mémoire a été discuté le mercredi 27 novembre 2013 au cours d'une séance de restitution présidée par Monsieur le Commissaire à la Sécurité Alimentaire. L'aide-mémoire a été aussi discuté le jeudi 28 novembre 2013 au cours d'une autre séance de restitution présidée par la Direction Générale de la Dette Publique en présence des principaux partenaires du programme et différents acteurs.
11. La mission exprime sa satisfaction et ses remerciements au Gouvernement du Mali et à toute l'équipe du programme et leurs partenaires pour l'appui et la qualité des échanges. Elle remercie particulièrement les élus et les représentants des bénéficiaires qui ont bien voulu effectuer le déplacement pour rencontrer la mission à Bamako.

## **B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PIDRK**

12. Les activités du PTBA 2013 ont été exécutées dans les conditions de sécurité nettement meilleures que celles de l'année précédente suite à la libération de la zone de ses occupants djihadistes et à l'engagement d'un processus de négociation avec les groupes armés.
13. Cette situation d'accalmie a permis de réviser à la hausse les objectifs du PTBA, courant septembre dernier, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'élevage ainsi que certaines activités d'atténuation des crises et risques. Suite à cette révision, le PTBA est passé de 603 012 648 F CFA à 670 133 828 F CFA.
14. L'exécution des activités s'est faite conformément à la stratégie d'intervention du Programme, à savoir, le partenariat associant les services publics, chacun dans son domaine de compétence, et le secteur privé, en particulier les ONG utilisant des ressources humaines locales.
15. En termes d'appui à la valorisation du potentiel pastoral, le Programme, en collaboration avec la DRSV, l'ONG AGIDE et les auxiliaires en santé animale du Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité, a pu toucher, à trois mois de la fin de l'année, 109.365 petits ruminants sur une prévision de 284 675, soit 38 %, et 73 550 têtes gros bétail sur une prévision de 68.652, soit 107 %.
16. Sur le plan de l'amélioration et de la diversification des revenus des groupes vulnérables, deux importantes opérations ont été conduites, une relative à la distribution de 40 noyaux de 20 chèvres à 40 ménages vulnérables et l'autre, portant sur, la distribution de semences de produits maraîchers et de matériel aratoire à des groupes de maraîchers.
17. Dans le domaine de la santé, l'accord de coopération avec l'OMS est arrivé à terme en juin 2013. Les résultats ont porté sur : le recrutement et l'utilisation de 11 professionnels de santé, dont 1 médecin, 5 techniciens supérieurs de santé, et 5 sages-femmes pour une durée de six mois ; une équipe réduite à 3 professionnels (un médecin, un technicien supérieur de santé et une sage-femme) d'avril à ce juin. Cinq CSCom ont été équipés, dont deux CSCom pour des équipements essentiels (matériels médicaux, mobiliers, motos, frigo) et trois CSCom pour des équipements complémentaires. Tous les CSCom ont été dotés périodiquement de médicaments essentiels.
18. Sur la prévision de 5 CSCom à appuyer par l'OMS, seul le CSCom d'Aliou a pu mener ses activités jusqu'à ce jour. Les deux autres (Etambar et Agabo) ont arrêté leurs activités en janvier 2013, et les deux derniers nouvellement construits (Intibzaz et Tassik) n'ont pas pu démarrer leurs activités pour des raisons d'insécurité. Selon le rapport technique de l'OMS, les CSCom ont été sous utilisés avec comme résultats principaux : 584 consultations curatives, 19 consultations prénatales, 10 cas d'évacuation sanitaire et 17 enfants vaccinés contre la rougeole. Cette sous-utilisation peut s'expliquer par le fonctionnement du Centre de santé de référence, vers où convergent la grande majorité des patients à cause du plateau technique plus élevé, et le déplacement massif des populations des aires de santé concernées.
19. Le 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2013 a été une période de cessation complète des activités de santé à cause des opérations militaires déclenchées dans la région. Les activités de santé ont été finalement reprises en octobre dans le CSCom d'Aliou et celui d'Etambar avec la signature du protocole d'accord entre le PIDRK et la Mairie de Kidal et l'ouverture des deux CSCom pour le recrutement de 4 professionnels de la santé pour assurer le fonctionnement de deux CSCom de Kidal pour une durée de 3 mois.

20. Dans le cadre du PTBA révisé, les activités dans le domaine de l'éducation, planifiées pour appuyer le démarrage des activités scolaires dans la région, sont actuellement en cours d'exécution. Il s'agit de la dotation des écoles en kits scolaires, kits pédagogiques, tables blancs et bureaux pour enseignants, et des appuis alimentaires pour les élèves. Suite aux dispositions en cours pour la relance des activités du système éducatif dans la région, le Projet s'attèle à mettre en œuvre les investissements importants en infrastructures et équipements (écoles, centres d'éducation préscolaire, centres d'alphabétisation, logements pour élèves et enseignants, etc.) qui ont été momentanément suspendus à cause de l'insécurité.
21. Dans la situation de délocalisation du siège du Programme à Bamako, les opérations administratives, financières et comptables sont prises en charge de façon satisfaisante avec le respect des délais de rapportage au FIDA des états financiers et de l'Audit des comptes 2012.
22. Au 31/10/2013, le taux de décaissement sur l'ensemble du Programme est de 50%, ce qui est satisfaisant eu égard au contexte de mise en œuvre du PTBA. Les taux par bailleur sont de : 62% pour le FIDA ; 51% pour le FBSA ; 62% pour la BOAD et 19% pour l'Etat. Le niveau d'exécution de l'Etat sera conforté par la réalisation des investissements prévus pour un montant d'environ 113 330 000 FCFA relatif notamment à l'acquisition d'un groupe électrogène et de deux véhicules, et à la réhabilitation des locaux du siège à Kidal, ce qui portera le taux d'exécution à 96% pour l'Etat.
23. En tenant compte des engagements et prévisions d'investissement d'ici la fin de l'année d'un montant total de 249 041 827 FCFA, le taux d'exécution du PTBA 2013 sera d'au moins 85% au 31/12/2013.
24. Les taux d'exécution par composante se présentent comme suit : 89% pour la composante I ; 38% pour la composante II ; 51% pour la composante III ; 5% pour la composante IV et 50% pour la composante V. Le faible niveau d'exécution de la composante IV « renforcement des capacités des acteurs et genre », est dû essentiellement à la nécessité de ne réaliser les formations prévues qu'après la distribution des petits ruminants et des kits maraîchers qui est en cours de finalisation.
25. La mission a passé en revue les 19 recommandations faites par la supervision de mars 2013. Sur ces recommandations, 10 ont été prises en charge, 3 sont en cours d'exécution et 6 non exécutées principalement pour raison d'insécurité.

## **C. Produits et réalisations**

### **Composante 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral**

26. L'objectif de cette composante est de valoriser les potentialités pastorales de la région pour améliorer la productivité du cheptel et des revenus tirés de l'élevage nomade. Les activités de la composante sont organisées à l'intérieur de trois sous-composantes : (i) l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales par l'aménagement des points d'eau pastoraux et la restauration des pâturages ; (ii) l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel par le renforcement des capacités d'intervention et des infrastructures de santé animale, notamment les parcs de vaccination ; et (iii) l'appui à la commercialisation du bétail et des produits agro-pastoraux par l'amélioration de l'accessibilité (ouvrages de franchissement) et le renforcement des infrastructures marchandes (marchés à bétail et aires d'abattage).
27. Tout comme pour la précédente mission de supervision, seules les sous composantes (i) et (ii) ont été concernées par les activités du PTBA 2013. Il s'agit de la poursuite des études hydrologiques et géophysiques pour la réalisation des points d'eau pastoraux et des activités dans le cadre de la couverture sanitaire du cheptel.
28. Les études hydrologiques et géophysiques pour la réalisation des 18 puits citernes et des 30 puits modernes ont été finalisées. Elles ont permis de préparer un dossier d'appel d'offres international de recrutement d'entreprises pour la réalisation de ces ouvrages. Ce dossier, soumis depuis juin 2013, à l'avis de non objection de la BOAD en vue de son lancement, est toujours en attente de traitement. La mission a été informée par la représentation de la BOAD au Mali que tous les dossiers en provenance du PIDRK ont été mis en attente pour raison d'insécurité, et qu'il est prévu que leur traitement se fasse très rapidement, dès que la situation le permettra.

29. La mission estime que la mise en attente de ces dossiers risque de retarder la procédure de l'appel d'offres, une fois la sécurité rétablie du fait des délais nécessaires (au moins 5 mois) pour faire aboutir un dossier d'appel d'offres international. La procédure d'appel d'offre jusqu'au stade de l'analyse des offres peut être poursuivie sans adjudication des marchés sans que cela n'affecte le processus. **La mission recommande que la procédure suive son cours, l'adjudication de marché ne se conclura que lorsque les conditions seront jugées acceptables.**
30. Dans le domaine de l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel, 105.000 doses de vaccin comprenant 32.500 de PASTOBOV, 32.500 doses de CLOSTRIVAK et 40.000 doses de PASTOVIN, ainsi que 1.600 flacons d'IVERMECTINE à 1 % ; 1.600 flacons d'Oxytétracycline 20 % et 1.600 flacons de stress vitaminé, ont été acquis par le Programme et mis à la disposition de ses partenaires (DRSV, ONG AGIDE et Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité) pour le traitement de 284.675 têtes de petits ruminants et 68.652 têtes de gros ruminants dont 60.991 de camelins et 7661 de bovins.
31. Alors que les opérations de vaccination se poursuivent sur le terrain, les résultats enregistrés au 15 septembre portent sur : la vaccination de 38.548 têtes de petits ruminants et 31.725 grands ruminants ainsi que le traitement de 70.817 petits ruminants et 41.825 gros ruminants. Par rapport à l'ensemble du cheptel de la région, le Programme a contribué à vacciner 13% des petits ruminants et 54% du gros bétail contre, respectivement, 10 % et 15 % les années antérieures.
32. La Direction Régionale de l'Elevage, qui apprécie les prestations de l'ONG et des Auxiliaires du Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité, a signalé l'insuffisance de l'effectif des Auxiliaires au regard des importants besoins à couvrir dans la région et a suggéré d'augmenter cet effectif. La mission considère comme pertinente cette proposition qui vise à renforcer les capacités nécessaires à l'amélioration du taux de couverture de la région par les auxiliaires. **Elle recommande cependant que ces nouveaux auxiliaires qui seront formés et dotés en kits, soient identifiés et sélectionnés parmi les personnes pratiquant déjà des activités de soins aux animaux.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le traitement des dossiers d'appels d'offres jusqu'à l'analyse des offres mais sans adjudication	UGP/BOAD	Février 2014
Identifier parmi les personnes pratiquant déjà des activités de soins aux animaux, les nouveaux auxiliaires qui seront formés et dotés en kits. offres mais sans adjudication de marché.	UGP/DRSV	Mars 2014

## Composante 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables

33. L'objectif de cette composante est d'appuyer des initiatives de production à valeur ajoutée, en termes monétaires et/ou nutritionnels. Au titre du PTBA de 2013, les activités ont concerné la distribution de noyaux de caprins à des ménages vulnérables, l'octroi de semences à des groupes de maraîchers et des actions en faveur de l'atténuation des effets des crises et risques.
34. L'opération d'octroi de noyaux de caprins a été conduite en collaboration avec la DRPIA, les Auxiliaires du Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité et l'ONG SOLISA. Elle a consisté à distribuer, conformément aux prévisions fixées, 40 noyaux de 20 chèvres à 40 ménages vulnérables dont le tiers est remboursable au bout de 18 mois d'exploitation, aux fins de servir de nouveaux bénéficiaires. L'opération a permis de distribuer 800 chèvres à 40 ménages, soit 20 chèvres par ménage. Elle a intéressé 20 chefs de ménage hommes et 20 chefs de ménage femmes dont les remboursements sont destinés à servir 14 nouveaux bénéficiaires déjà identifiés. L'opération ne devrait point, telle que prévue au départ, se clôturer après satisfaction des 14 nouveaux bénéficiaires, mais plutôt se poursuivre jusqu'à épuisement du processus, c'est-à-dire, lorsque la/les contributions du/des derniers bénéficiaires ne permettraient pas de



- constituer un noyau. Les effectifs restants après constitution des noyaux des différentes générations de bénéficiaires, doivent être utilisés pour le fonctionnement du système. **La mission recommande par conséquent, la poursuite du processus tel que décrit.**
35. La distribution de semences au profit de 200 maraîchers sur une prévision de 188 et, du matériel aratoire destiné à 40 bénéficiaires, a porté sur : (i) au titre du matériel : 40 brouettes, 40 râtaux, 40 arrosoirs, 40 herses, 40 houes, 80 tendeurs, 40 pelles, 40 binettes et 40 rouleaux de grillage ; et (ii) au titre des semences : 70 kg d'oignons, 10 kg de tomate, 8 kg de carottes, 3 kg de laitue, 9 kg de pastèque, 3 kg de melon, 3 kg de concombre, 3 kg d'aubergine, 10 kg de gombo, 4kg de choux et 16 kg de betterave.
  36. Les cinq tonnes de semences de pomme de terre et les 1200 vitro plants de palmier dattier sont arrivées à Kidal et sont en cours de livraison. Certains bénéficiaires de ces appuis du Programme, rencontrés par la mission, ont évoqué que le manque de pièces détachées pour les motopompes et les difficultés liées à leur approvisionnement à partir de Bamako/Gao ou de l'Algérie, constituent leurs principales contraintes dans l'exécution des activités de maraîchage. Ils ont suggéré l'acquisition de systèmes de pompage solaire qu'ils considèrent plus fiables et plus performants.
  37. Les systèmes de pompage solaire sont très coûteux comportent également d'importants risques de vol liés à leur multifonctionnalité, en particulier, l'utilisation des plaques solaires pour l'éclairage domestique. L'installation de ces systèmes dans ces zones, sans sécurisation, n'offre aucune garantie. C'est pourquoi la mission considère l'option des motopompes comme encore adaptée, en valorisant davantage l'accompagnement fait à travers les mécaniciens/réparateurs formés par le Programme. **Elle recommande d'identifier quelques mécaniciens/réparateurs clés de la place et de les doter d'un petit stock de pièces détachées qui s'usent facilement afin de garantir le fonctionnement et la longévité des dites motopompes.**
  38. La mission, à travers les échanges réalisés avec les bénéficiaires, a noté que l'établissement et le maintien de relations entre le Programme et les maraîchers, à travers les relais paysans, restent timides et confinés dans des cadres informels. Elle précise que ces relations sont indispensables pour la maîtrise par les deux parties de tous les aspects liés à l'activité maraîchère. Elle réitère par conséquent, la nécessité de rencontres entre la DRA et les relais à toutes les échéances capitales de l'activité maraîchère (période préparation campagne, période pleine production, période commercialisation et période fin de campagne en vue élaboration bilan des activités).
  39. L'évaluation des niveaux de production ainsi que des revenus des producteurs maraîchers ne figure pas dans les termes de référence de l'ONG GARDL. **La mission recommande d'inclure la collecte de ces informations dans ces TDR, de façon à permettre au Programme de disposer de ces données très importantes pour l'évaluation des actions du Programme.**
  40. Les vitro plants de palmiers dattiers ont fait l'objet d'introductions successives à raison de 1050 en 2010 ; 1500 en 2011 et 1200 vitro plants en 2013. Les informations sur leur exploitation font état de l'existence de plusieurs plants de la première génération au stade de fructification sans que l'on ait de données précises sur l'évolution de cette culture (adaptation au milieu, taux de réussite selon les sites, techniques culturales appliquées, besoins en eau, opinions des agriculteurs, etc.). **La mission recommande qu'une évaluation de ces introductions soit faite courant 2014 pour disposer d'éléments d'appréciation de la situation d'ensemble des vitro plants introduites.**
  41. Dans le cadre de l'atténuation des crises et de la gestion des risques, le Programme a conclu des marchés pour la sécurisation de dix puits et les travaux de réalisation de la digue du pont de Tessalit. Il entrevoit par ailleurs un appui, à 60 ménages vulnérables à Tessalit, Abaibara, Tin Essako et à Kidal, victimes des inondations, sous forme de distribution de nourritures, de reconstitution d'activités productives, de réparation d'habitats, etc.

### **Composante 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base**

#### **Santé**

42. En raison du non-retour des agents publics du secteur de la santé dans la région de Kidal, le Programme a dû maintenir la poursuite des actions sociales et humanitaires déjà mises en œuvre dans les zones à moindre risque, compte tenu de l'impact négatif de l'insécurité sur les populations restées sur place. Il s'est agi donc en 2013 de continuer les appuis en personnels, équipements, médicaments et consommables pour assurer le fonctionnement des 3 CScCom ciblés dans le district de Kidal, et éventuellement de faire démarrer les activités pour les 2 CScCom nouvellement construits (Intibzaz et Tassik) dans le même district sanitaire.
43. La planification des interventions dans le seul district sanitaire de Kidal, n'avait pour objectif que de mener des activités complémentaires à celles déjà prises en compte par l'ONG/MDM Belgique, de manière à contribuer efficacement à la couverture sanitaire de l'ensemble de la région. En effet, cette ONG intervient dans le Centre de santé de référence (CSRéf) de Kidal et dans les CScCom relevant des trois autres districts sanitaires (Tessalit, Abeibara et Tin-Essako) de la région. Les interventions dans le district sanitaire de Kidal ont concerné, pour les aires de santé couvertes, la lutte contre les maladies prioritaires à travers la prise en charge des cas de maladie et la prévention du paludisme et de certaines maladies évitables qui touchent généralement les enfants et les femmes.
44. Les activités qui étaient ciblées en 2012 ont été donc poursuivies dans le cadre de l'accord de coopération avec l'OMS, en procédant à une signature d'un avenant pour prolonger la durée dudit accord de décembre 2012 à juin 2013. Ces activités ont été axées sur la prise en charge salariale de 5 professionnels de santé (1 médecin, 2 techniciens supérieurs de santé et 2 sages-femmes) pour appuyer le CScCom de Aliou et le CSRéf de Kidal ; la livraison des médicaments essentiels génériques et consommables pour le seul CScCom (Aliou) fonctionnel de la ville de Kidal ; la dotation dudit CScCom en moustiquaires imprégnées d'insecticides pour une distribution communautaire en vue de la prévention du paludisme chez la mère et l'enfant ; la prise en charge des cas de malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans ; et la participation des contractuels aux différentes campagnes de vaccination des enfants, organisées par le CSRéf en collaboration avec MDM/Belgique et l'UNICEF.
45. Compte tenu de la fermeture des CScCom d'Etambar et d'Aghabo en janvier 2013 pour raison d'insécurité, les 4 professionnels recrutés ont été finalement réaffectés au seul CScCom d'Aliou. Cette équipe a été chargée de continuer à mettre en œuvre les activités du Paquet Minimum d'Activités (PMA) jusqu'à la fin de leur contrat en fin mars 2013. Ensuite, l'équipe a été réduite à 3 professionnels (1 médecin, 1 technicien supérieur et une sage-femme) largement suffisants pour poursuivre les activités dans l'unique CScCom fonctionnel, jusqu'en juin 2013 (date d'expiration de l'accord de coopération avec l'OMS).
46. De juillet à septembre 2013, aucune activité de santé n'a été menée avec la fermeture également du CScCom d'Aliou en raison des opérations militaires et des conflits intercommunautaires survenus en cette période. C'est donc au mois d'octobre que les activités ont été reprises et confiées à 4 professionnels (1 médecin, 2 techniciens supérieurs de santé et 1 sage-femme) pour assurer le fonctionnement des deux CScCom (Aliou et Aghabo) de la commune de Kidal. La collaboration entre le PIDRK et l'OMS a permis d'assurer l'approvisionnement régulier en médicaments essentiels et consommables de qualité ainsi que les besoins en petits matériels de travail pour lesdits CScCom.
47. En matière de prévention des maladies évitables, les activités de vaccination en centre fixe n'ont pas été réalisées, car la chaîne de froid n'était pas fonctionnelle, et les approvisionnements réguliers en vaccins étaient difficiles avec l'arrêt des activités du programme élargi de vaccination coordonnées généralement par la direction régionale de la santé. Des frigos destinés au fonctionnement de cette chaîne de froid sont en partie livrés par l'OMS et deux autres frigos sont en cours d'acquisition. Par contre, dans le cadre de la prévention du paludisme, 800 moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées aux populations en privilégiant les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. En matière de lutte contre la malnutrition aussi, le dépistage des cas a été assuré dans les deux CScCom fonctionnels avec une prise en charge thérapeutique et conseils préventifs aux ménages concernés.

48. Dans le domaine de la gestion de l'information, les données sont collectées régulièrement, et traitées trimestriellement par l'équipe technique du CSCoM d'Aliou. Cependant, des faiblesses de gestion ont été constatées et sont liées à l'impossibilité de réaliser des missions de supervision de l'OMS et du PIDRK sur le terrain, et la lenteur dans la transmission des données statistiques. Ces insuffisances sont en grande partie liées à la situation d'insécurité qui prévaut dans la région. Le rapport technique fourni par l'OMS a été basé sur des résultats en valeur absolue et non des indicateurs permettant d'apprécier les performances de couverture sanitaire. Cette situation peut s'expliquer par les difficultés à disposer du nombre de personnes vivant dans les différentes zones d'intervention.
49. La disponibilité permanente des professionnels de santé, des médicaments et consommables et la gratuité des soins durant toute cette longue période de crise, ont certainement soulagé, de manière significative, les populations qui sont restées dans la ville de Kidal. Il est donc important pour le Programme de continuer à appuyer le CSCoM d'Aliou et celui d'Aghabo actuellement ré-ouverts pour assurer la prise en charge des cas en attendant le retour définitif des professionnels de la santé de la région. **Il s'agit donc de planifier la prolongation des contrats des 4 professionnels de santé, qui arrivent à terme en décembre 2013, pour une durée de 6 mois supplémentaires (jusqu'en fin juin 2014) afin d'assurer la continuité des activités dans la commune de Kidal qui est la plus importante en densité populationnelle de toute la région.**
50. Dans le cadre de la formation de 12 infirmières obstétriciennes originaires de la région, au niveau de l'école des infirmiers de Gao, ayant pour objectif d'assurer la disponibilité de professionnels chargés de la santé de la mère pour la région, 6 filles sont en 3<sup>ème</sup> année et 3 autres sont en 2<sup>ème</sup> année après avoir rompu les cours pour des raisons d'insécurité. Les 3 filles restantes ne se sont pas encore présentées pour la reprise des cours, probablement pour les mêmes raisons d'insécurité. Il est recommandé d'assurer la formation complète des 9 techniciennes, toutes autochtones de la région, qui accepteront plus facilement de travailler dans une région qui souffre énormément de la réticence des agents de santé à y aller travailler, et surtout concernant les personnels féminins.
51. Dans le domaine des appuis au système éducatif de la région, les activités planifiées dans le PTBA 2013, et révisées en juin, rentrent dans le cadre de l'opérationnalisation du « cluster éducation » piloté par l'UNICEF. Le PIDRK a programmé de contribuer à la mise en œuvre des activités de lancement de l'année scolaire initiées et coordonnées par les structures de l'académie de l'enseignement de Kidal. Ces activités consistent à privilégier le démarrage des activités scolaires dans les grandes villes où la situation de sécurité est plus satisfaisante.
52. Les produits obtenus à ce jour sont, entre autres : la livraison aux autorités régionales de Kidal de 500 tables bancs pour les élèves ; 60 bureaux et 60 chaises pour les enseignants ; 3149 kits scolaires pour le premier et second cycle, soit 55% des besoins exprimés par l'académie ; 169 kits pédagogiques pour les enseignants représentant les 100% des besoins ; 100 kits classe (outils de travail) ; 3 kits de matériels informatiques, composé chacun d'un ordinateur, une imprimante, un photocopieur, un scanner et un onduleur, pour l'académie et les deux CAP de la région de Kidal et l'attribution de 50% des fonds à une ONG locale pour des appuis alimentaires en faveur de 1865 élèves pour une durée de 3 mois, soit un montant total de 28.133.325 FCFA.

#### **Composante 4. Renforcement des capacités des acteurs et genre**

53. Dans le cadre du renforcement des capacités de l'UGP, le Programme a acquis plusieurs matériels et bénéficié de plusieurs formations. Au titre des matériels, on enregistre, l'acquisition d'un véhicule de liaison, de 6 ordinateurs portables, d'un logiciel de suivi évaluation.
54. Au titre des formations, les activités de renforcement ont concerné : (i) la participation du Directeur du Programme aux foras sur le leadership et la gestion de Projets à Dakar ; (ii) la formation du Responsable Administratif et Financier (RAF) en comptabilité et en gestion financière des Projets à Rome et à Dakar ; et (iii) la formation de l'assistant en suivi évaluation des Projets et Programmes de développement ; (iv) participation du Responsable en Santé Publique (RSP) au cours intensif sur la transition nutritionnelle et le double fardeau de la mal nutrition au Bénin ; (v) formation du Gestionnaire Comptable (GC) en mise à niveau en comptabilité et en gestion financière à Dakar.

## Composante 5. Gestion suivi Evaluation

55. Dans le domaine de la gestion de l'information concernant les services sociaux de base, un seul CSCom a pu mener des activités durant le premier semestre 2013. Des difficultés à acheminer les données ont été constatées en raison du non fonctionnement du circuit habituel de traitement et de transmission lié à l'arrêt des activités de l'administration des services de santé (direction régionale de la santé). En effet, c'est la direction régionale qui est chargée de la compilation et la transmission, vers le niveau central, des rapports de l'ensemble des CSCom. Bien qu'il s'agisse d'un seul CSCom, les données ne parviennent pas à temps au niveau de l'UGP.
56. Cependant, et en raison du fonctionnement régulier du réseau téléphonique à Kidal malgré la situation d'insécurité, certains indicateurs de santé importants en matière de couverture géographique et sanitaire pouvaient être mesurés par l'équipe du CSCom et transmis à l'UGP par messagerie téléphonique. Il est bon de préciser que l'inexistence des données est de nature à compromettre la qualité du processus de suivi-évaluation et l'appréciation des résultats du Programme. De même, il est regrettable que peu d'information soit disponible sur les activités agricoles soutenues par le projet. Il est recommandé d'inclure dans les termes de référence des prestataires travaillant pour le projet une clause relative au recueil de données pour améliorer le suivi-évaluation des activités menées.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le processus de distribution des noyaux de caprins jusqu'à son épuisement.	UGP/DRPIA/COMMISSION DISTRIBUTION	Continu
Identifier quelques mécaniciens/réparateurs clés de la place et de les doter d'un petit stock de pièces détachées usuelles renouvelables.	UGP	Avril 2014
Intensifier les rencontres entre la DRA et les relais paysans pour une meilleure maîtrise de l'activité maraîchère.	UGP/DRA	Avril 2014
Inclure dans les TDR des ONG partenaires, la mise en place de mécanismes d'évaluation des réalisations, productions et revenus de l'activité de maraîchage	UGP	Courant 2014
Evaluer les introductions de vitro plants de palmier dattier	UGP	Courant 2014
Planifier la prolongation des contrats de 4 professionnels de santé	UGP	Immédiat
Assurer la formation complète des 9 infirmières obstétriciennes	UGP	2014
Procéder à la collecte de données statistiques relatives aux activités de santé permettant de mesurer les progrès	UGP/PIDRK	Immédiat

## D. Avancement de l'exécution du PIDRK

### Composante 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral.

57. Très peu d'évolution a été constatée dans l'avancement de l'exécution des activités du Programme à cause de l'insécurité qui empêche depuis début 2012 la réalisation de travaux de

grande envergure. Cependant, l'évolution significative observée dans l'avancement des activités de cette composante, par rapport à la situation datant de la dernière supervision, est l'accroissement des effectifs d'animaux traités (vaccination et traitement). Cet effectif est passé de 231 429 animaux traités en 2012 à 414 344 animaux traités en 2013 soit un accroissement de 44%.

58. Les études hydro-géologiques et géophysiques nécessaires à la réalisation des 30 puits modernes et des 18 puits-citernes ont également été achevées et ont permis ainsi, d'élaborer les dossiers d'appel d'offres pour le recrutement d'entreprises de réalisation de ces ouvrages.
59. Avec le retour progressif de la paix et de la sécurité, l'UGP a proposé au titre du PTBA 2014 le financement sur ressources FIDA en particulier sur la composante 2, de la réalisation d'investissements destinés à renforcer la sécurité alimentaire. Il s'agit particulièrement (i) de barrages de retenue, qui tout en favorisant la remontée du niveau de la nappe phréatique, facilitent l'abreuvement des animaux grâce aux lacs artificiels qu'ils créent sur près de 3 à 6 mois de l'année et (ii) d'impluviums dont les grandes réserves d'eau peuvent contribuer à couvrir d'importants besoins en eau de ces zones désertiques. La mission qui est d'avis pour cette proposition qui vise à accroître le disponible en eau des populations, réitère la nécessité de s'assurer de sa mise en œuvre dans les délais prescrits par les accords du Projet, notamment le respect de la date d'achèvement des activités fixée au 30 septembre 2014.

### **Composante 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes cibles**

60. Malgré les conditions d'insécurité extrême, cette composante également a connu des évolutions et des réalisations en 2013 avec des opérations de distribution (i) de semences de produits maraichers et de matériel aratoire à respectivement 200 et 40 bénéficiaires ; (ii) de l'octroi de 20 noyaux de caprins à 40 ménages vulnérables sur un objectif global de 1000 à atteindre soit 4% et (iii) de l'acheminement en cours, pour distribution de 1200 vitro plants de palmiers dattiers.
61. Le faible taux de 4% de bénéficiaires touchés par l'opération de l'octroi de noyau de caprins, s'explique par la prudence observée pour cette première opération conduite à titre de test et, le retard pris dans le lancement de l'opération suite à l'insécurité dans la zone.

### **Composante 3. Amélioration de l'accessibilité des populations aux services sociaux de base**

#### **Santé**

62. L'objectif de la sous composante santé nutrition est d'améliorer l'accès des populations aux services de santé afin de contribuer à : (i) réduire la morbidité et la mortalité infantile et infanto juvénile en apportant une réponse aux problèmes posés par les IRA<sup>3</sup>, les diarrhées, le paludisme, la malnutrition, les maladies transmissibles (VIH/SIDA en particulier) et la tuberculose ; et (ii) réduire la morbidité et la mortalité maternelle et néonatale, grâce à l'amélioration des soins maternels, obstétricaux et au renforcement de la lutte contre les carences nutritionnelles.
63. Les réalisations ont porté d'abord sur l'approche communautaire qui a pour objectif de mieux préparer les communautés sédentaires et nomades des aires de santé prioritairement ciblées, à s'auto-approprier le processus de création et de gestion des CSCom, conformément à la politique sectorielle de santé adoptée par le Mali depuis en 1990. La sensibilisation des populations sur les orientations de la politique sectorielle de santé a mis l'accent sur la participation des communautés à la création et la gestion des CSCom ; à la mise en place de ses organes de gestion, notamment les Associations de santé communautaire (ASACO) et les comités de gestion (COGES), et l'application du système de recouvrement de coûts comme mode de participation des communautés au financement de la santé. Les missions relatives à cette approche n'ont pas été poursuivies depuis le repli de l'UGP sur Bamako. Les actions humanitaires ont pris le pas avec la gratuité des soins et des services.
64. Les 2 CSCom construits de Tassik et d'Intibzaz n'ont pas pu fonctionner en raison de l'insécurité. Les équipements sont actuellement stockés en divers endroits sûrs en attendant leur ouverture. Les deux autres CSCom (Tin Essako et Telabit) sont toujours en chantier. La

---

<sup>3</sup> Infections Respiratoires Aigües

mission d'évaluation finale conjointe (DNS, CNOM, FENASCOM, PIDRN et PIDRK) sur les différents sites en dehors de celui de Telabit, réalisée du 28 Mai au 8 Juin 2013, a permis de révéler certains dégâts subis par les CSCOM construits de Tassik et Intibzaz et même celui de Tin Essako qui est en chantier. **Il y a donc une nécessité de procéder à la réhabilitation et l'équipement de ces infrastructures avant de les rendre fonctionnelles.**

65. Les marchés de construction des logements pour le technicien (infirmier chef de poste) et l'infirmière obstétricienne, le forage pour chacun des 4 CSCOM, ainsi que le mur de clôture et les logements d'astreinte du CSCOM d'Abeibara ont été attribués à des entreprises et les contrats respectifs ont été signés depuis le mois de novembre 2011. Ces travaux n'ont pas encore connu un début d'exécution à cause de la situation d'insécurité jugée suffisante pour le FIDA et la BOAD pour ne pas octroyer la « non objection ». **Il faudra envisager le renouvellement des contrats en ciblant les entreprises qui ont déjà fait preuve de leur efficacité.** Pour l'installation des panneaux solaires dans les 5 CSCOM, les marchés ont été adjugés et les contrats ont été également signés. **Il s'agit ici, et en fonction de l'état d'avancement des travaux et d'équipements desdits CSCOM, de prendre les mesures, dès que possible, pour lancer les travaux et prendre toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser lesdits panneaux contre tout acte de vol.**
66. En raison des activités de lutte contre le VIH/SIDA abandonnées depuis plus de 2 ans dans la région, il est souhaitable d'envisager la formation des auxiliaires de l'élevage pour des campagnes de sensibilisation autour des points d'eau, dans les domaines de la prévention du VIH/SIDA et du paludisme, ainsi que les mesures d'hygiène telle que la pratique du lavage des mains au savon, qui contribueront à réduire significativement la mortalité chez les enfants. En effet, c'est autour des points d'eau que sont regroupés les éleveurs nomades qui sont les plus exposés à la pandémie du VIH/SIDA et aux risques de contamination surtout pour les enfants qui vivent à leurs côtés. Cette stratégie nécessite que ces auxiliaires soient équipés de moto et de carburant pour les missions périodiques sur le terrain. Ils doivent fournir des rapports mensuels de leurs campagnes respectives.
67. Plusieurs formations ont été réalisées, avant la revue à mi-parcours, en partenariat avec d'autres PTF, pour renforcer les capacités des collectivités et des services techniques dans plusieurs domaines. Deux catégories de formation sont à considérer en priorité et à programmer en cas de plan de relance des activités dans les 4 CSCOM nouvellement construits ou en voie de finition. Il s'agit des formations des professionnels de santé pour la mise en œuvre du PMA et la formation des organes de gestion (COGES) pour mieux gérer les activités des CSCOM.
68. Il avait été prévu dans le PTBA 2013 de doter la direction régionale et chacun des 4 CSRéf de véhicule 4X4 ainsi que les matériels et équipements médicaux nécessaires, pour le fonctionnement des équipes mobiles polyvalentes. **En raison des vols presque systématiques des véhicules tous terrains dans la région, il est formellement indiqué de surseoir à un tel investissement.** Cela est d'autant plus pertinent que des perspectives sont en cours au niveau du Gouvernement pour redémarrer les activités des services techniques des régions du Nord avec le retour des agents et leur équipement. Il est certain que les services techniques de la santé et de l'éducation seront en priorité pour les équiper en moyens de transport.

### Education et formation

69. Les objectifs de la sous composante éducation sont essentiellement de : (i) contribuer à améliorer la scolarisation des enfants en milieu nomade dans les zones couvertes par le programme ; et (ii) réduire les disparités de scolarisation entre les garçons et les filles. Il s'agit aussi de contribuer à l'insertion des jeunes sans emploi par le truchement de la formation professionnelle, en partenariat avec l'antenne du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) basé à Kidal, et en collaboration avec les Unités de Formation et d'Appui aux Entreprises (UFAE). Il doit contribuer aussi à l'installation d'une partie des jeunes ayant bénéficié de ces formations dans la vie professionnelle.
70. Plusieurs formations ont été réalisées concernant, entre autres : le renforcement des capacités des collectivités et des comités de gestion scolaires (CGS) ; le transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales en matière d'éducation ; l'information sur les opportunités

d'emploi et les besoins de formation professionnelle des jeunes dans la Région de Kidal ; la formation des directeurs d'écoles et des enseignants contractuels en morale professionnelle et management scolaire ; et aussi la formation des enseignants et des animateurs pour les Centres d'Alphabétisation.

71. Des campagnes de sensibilisation ont été financées en faveur de la scolarisation des filles, et des appuis financiers à 11 communes de la région pour assurer le recrutement des enfants pour leur enroutement dans les écoles. Près de 66 jeunes ont été formés sur 200 jeunes prévus, soit 33%, dans les domaines du bâtiment, de la réparation/maintenance des équipements hydrauliques, de la restauration, du tissage/tapisserie et de la réparation des engins à deux roues.
72. Trois Centres d'Education pour le Développement ont été construits à Kidal, Adiel Hoc et Anéfif et 3 Centres de Développement pour la Petite Enfance (Kidal, Adiel Hoc et Amachach). Deux écoles ont été partiellement clôturées à Kidal et Adiel Hoc ; et 9 classes ont été réhabilitées à Anéfif et Agharous. Dans le domaine des équipements, 8 écoles ont été dotées d'équipements de cantine et 8 autres écoles en milieu rural ont reçu des matériels audiovisuels.
73. Il faut noter par ailleurs qu'à la même période 3 centres d'alphabétisation étaient au stade de finition des travaux, notamment à Tessalit, Tinessako et Adiel Hoc. Plusieurs autres marchés ont été adjugés, les contrats ont été signés et les signatures des conventions entre l'ANICT et les collectivités territoriales bénéficiaires étaient en cours avant l'année 2012. Elles concernent les dortoirs des élèves du premier cycle vivant en milieu nomade et les dortoirs pour ceux du second cycle à construire dans les grandes villes pour l'accueil des élèves venant de ce milieu, ainsi que les logements des enseignants et directeurs.
74. Les travaux de construction nécessaires en faveur de la petite enfance (dortoirs, cantine et accessoires, centres de développement de la petite enfance), les logements des enseignants indispensables pour leur maintien sur les sites des écoles, les centres d'alphabétisation et autres n'ont pas été réalisés. Ces retards étaient liés à l'insécurité, mais aussi et surtout à des longues procédures administratives de l'ANICT. Il est important que l'UGP prenne toutes les dispositions en rapport avec le Commissariat à la sécurité alimentaire pour étudier d'autres alternatives plus efficaces que celles de l'ANICT, pour les marchés non encore attribués, pour leur réalisation avant la fin de septembre 2014, car **ces investissements sont d'une grande importance pour le système éducatif de la région et doivent être exécutés avant la période d'achèvement du programme si les conditions de sécurité les permettent.**
75. En attendant ces investissements, le Programme envisage d'accompagner l'Etat et ses partenaires pour la mise en œuvre de l'initiative relative à la reprise des cours pour l'année scolaire 2013-2014. Suite aux besoins exprimés par l'académie d'enseignement de Kidal qui espère faire fonctionner une quinzaine d'écoles dans la région, le PIDRK se propose de les appuyer en équipements mobiliers, matériels didactiques, matériels informatiques et également par des mesures incitatives (appuis alimentaires) pour les élèves et enseignants pour assurer la continuité des cours. Cependant, et comme pour le secteur de la santé, l'achat de 3 véhicules tous terrains, proposé pour renforcer la mobilité de l'académie et les CAP de Kidal et Tessalit, doit être ajourné pour les mêmes raisons que celles évoquées pour le secteur de la santé.

#### **Composante 4. Renforcement des capacités des acteurs et genre**

76. Avant la crise de 2012, le Programme a organisé et réalisé diverses formations dans divers domaines, en faveur de la plus part des bénéficiaires directs de son concours. On note la formation: (i) de 100 élus et agents des 16 collectivités de la région de Kidal, en matière de maîtrise d'ouvrage ; (ii) de membres d'associations et d'organisations féminines ainsi que des Préfets de la région, en vie associative et en transformation de produits agro pastoraux ; (iii) spécialisée de 66 jeunes de Kidal dont : 26 en formation professionnelle en bâtiment, 4 femmes en tissage / tapisserie, 16 jeunes dont 14 femmes en restauration et 20 jeunes en maintenance /réparation des engins à deux roues et des motopompes; (iv) l'organisation de voyages d'échanges en faveur de 9 élus représentants d'éleveurs dont 1 femme, auprès du Projet Zébu Azawak de Ménaka ; (v) de 85 bénéficiaires de micro-projets aux techniques et à la gestion de leurs micro-projets ; (vi) de 10 jeunes en utilisation des outils d'enquête SYGRI et les 12 auxiliaires en soins et traitement des animaux.

77. Cet important élan imprimé à l'activité de renforcement des capacités des bénéficiaires des actions du Programme, n'a pu malheureusement être maintenu à cause de la crise. Avec le retour progressif de la paix, depuis le début de l'année, le Programme prépare les toutes premières activités d'envergure en soins aux animaux et en techniques culturales en faveur des maraichers courant novembre-décembre 2013.

#### Composante 5. Gestion suivi Evaluation

78. Le PIDRK connaît depuis son lancement, un déficit en ressources humaines tant du point de vue des effectifs que des compétences nécessaires à la mise en œuvre des activités. Les postes non ou insuffisamment pourvus en capacités concernant les domaines suivants: renforcement des capacités ; Suivi -Evaluation ; infrastructures et équipements et ; Développement agro pastoral et protection de l'environnement. Pour satisfaire les besoins autres que ceux du Suivi Evaluation, le Programme s'est appuyé sur les compétences présentes au sein des Directions techniques Régionale.
79. Dans le cas précis du Suivi Evaluation dont le poste n'a pu être pourvu depuis 2011, les activités sont conduites par un assistant appuyé du responsable du Suivi Evaluation de la Coordination des Projets FIDA. Bien que l'on note une amélioration progressive dans l'organisation de la collecte des données et des informations sur les activités, il est indéniable que ce domaine très exigeant du Projet, demande encore beaucoup d'efforts pour atteindre le niveau de satisfaction voulu. La mission qui encourage fortement l'accompagnement fait dans ce cadre par le spécialiste du Suivi Evaluation de la Coordination des Projets FIDA, recommande d'organiser cet appui, à travers l'élaboration et le suivi d'un planning des activités à dérouler par l'assistant selon les périodes et de demander aux partenaires du projet de contribuer à la collecte des données.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier au titre du PTBA 2014, la réalisation de retenues d'eau et d'impluvium pour le stockage de l'eau pour divers besoins (jardinage, abreuvement d'animaux, usage domestique) en mobilisant les ressources FIDA.	UGP	Décembre 2013
Procéder à la réhabilitation et l'équipement des CSCOM de Tassik, Intibzaz et Tin Essako.	UGP	1 <sup>er</sup> trimestre de 2014
Envisager le renouvellement des contrats des entreprises ayant fait preuve de leur efficacité dans le cadre de la construction de mûr de clôture et de logements d'astreinte des CSCOM.	UGP	2014
Lancer les travaux d'installation de panneaux solaires dans 5 CSCOM et prendre les dispositions pour les sécuriser	UGP	2014
Envisager la formation des auxiliaires de l'élevage pour des campagnes de sensibilisation autour des points d'eau, dans les domaines de la prévention du VIH/SIDA et du paludisme.	UGP	2014
Equiper les auxiliaires en moto et en carburant pour les missions périodiques sur le terrain.	UGP	2014
Prévoir des formations des professionnels	UGP	



de santé pour la mise en œuvre du PMA et la formation des organes de gestion		
Surseoir à l'acquisition des 4 véhicules pour les 4 CSRF.	UGP	Immédiat
Etudier d'autres alternatives plus efficaces que celles de l'ANICT, pour les marchés non encore attribués concernant la réalisation de travaux en faveur de la petite enfance (dortoirs, cantine, centres de développement, etc).	UGP	2014
Ajourner l'achat de 3 véhicules pour l'Académie d'Enseignement et les CAP de Kidal et Tessalit	UGP	Immédiat
Appuyer l'Académie d'Enseignement et une quinzaine d'écoles de la région de Kidal en équipements mobiliers, matériels didactiques, matériels informatiques et appuis alimentaires pour les élèves et les enseignants.	PIDRK	Décembre 2013
Renforcer l'accompagnement de l'Assistant Suivi-évaluation du PIDRK par le Responsable de suivi-évaluation de la CNPPF, à travers l'élaboration et le suivi d'un planning des activités à dérouler par l'assistant trimestriellement.	PIDRK	Décembre 2013

## E. Aspects fiduciaires

Tous les éléments nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles au démarrage de la mission.

80. Système de gestion financière. Le logiciel de gestion financière et comptable a été mis à niveau avec la mise en œuvre du module « génération automatique des DRF/DPD » sous le paramétrage des formulaires de mobilisation de ressources FIDA. Concernant le formulaire 104, il sera nécessaire d'acquérir la version TOM2PRO du logiciel pour procéder à son paramétrage.
81. Immobilisations. La mission est d'avis que l'inventaire de clôture des comptes 2013 devrait permettre de sortir de l'inventaire physique et du fichier comptable tous les équipements, matériels et véhicules perdus durant l'occupation de la ville de Kidal (cf. rapport circonstancié du 28 mars 2012). Par ailleurs, la mission a été informée que l'indemnisation reçue de l'assurance NALLIAS pour le vol du « véhicule Hilux Toyota » intervenu en septembre 2010, pour un montant de 7 726 890 FCFA, a permis d'acquérir un véhicule de liaison le 05/08/13.
82. Personnel. La mission a relevé qu'une évaluation du personnel a été effectuée en mai 2013, ce qui a permis d'appliquer, à partir du 01/07/13, l'augmentation des 5% prévue dans la grille des salaires des Projets/Programmes/Mali et ce, conformément aux dispositions contractuelles. Cependant, à l'instar de ce qui est fait au niveau du PIDRN, en matière de prime de performance, le PIDRK a introduit une demande pour bénéficier du même traitement. La mission est d'avis qu'il est nécessaire d'harmoniser la prise en charge du personnel des différents Projets et Programme/FIDA/MALI.

## Gestion financière et décaissements

83. PTBA 2013. Le PTBA 2013 a été révisé en août et approuvé le 24/09/13 par le Comité de Pilotage extraordinaire (non objection du FIDA du 21 octobre 2013). Il totalise un montant de 670 133 829 FCFA avec des prévisions par bailleur de : 317 052 705 FCFA pour le FIDA (47%); 186 243 462 FCFA pour le FBSA (28%); 19 473 900 FCFA pour le BOAD (3%); 147 363 762 FCFA pour l'ETAT (22%). Aucune activité ouvrant droit à contribution des Bénéficiaires n'a été budgétisée. Au 31/10/2013, le montant total exécuté est de 331 680 808 FCFA, soit 50%, ce qui est satisfaisant eu égard au contexte de mise en œuvre et à la période de référence. Les taux par bailleur sont de : 62% pour le FIDA ; 51% pour le FBSA ; 62% pour la BOAD ; et 19% pour l'Etat. Le niveau d'exécution de l'Etat sera conforté par la réalisation des investissements prévus pour un montant d'environ 113 330 000 FCFA relatif notamment à l'acquisition d'un groupe électrogène et de deux véhicules, et à la réhabilitation des locaux du siège, ce qui portera le taux d'exécution à 96% pour l'Etat.
84. En ce qui concerne les composantes, les taux d'exécution se présentent comme suit : 89% pour la composante I ; 38% pour la composante II ; 51% pour la composante III ; 5% pour la composante IV et 50% pour la composante V. Le faible niveau d'exécution de la composante IV « renforcement des capacités des acteurs et genre » est dû essentiellement à la nécessité de ne réaliser les formations prévues qu'après la distribution des petits ruminants et des kits maraîchers qui est en cours de finalisation.
85. Globalement, les engagements et les prévisions d'investissement d'ici la fin de l'année d'un montant total de 249 041 827 FCFA concernent notamment : i) le FIDA pour un montant de 70 812 702 FCFA pour la distribution de noyaux de petits ruminants, la réhabilitation de 10 puits maraîchers, la réalisation de la digue du pont de Tessalit et d'autres activités d'atténuation des risques ; ii) le FBSA pour un montant de 60 878 625 FCFA pour la fourniture de kits scolaires, de tables banc et bureaux pour maîtres, l'appui aux cantines scolaires, fourniture d'équipements et matériels médicaux; iii) la BOAD pour un montant de 4 020 500 FCFA pour études et DAO en cours ; iv) l'Etat pour un montant de 113 330 000 FCFA. En tenant compte de ce qui précède, le taux d'exécution du PTBA 2013 sera d'au moins 85% au 31/12/2013.
86. PTBA 2014. La préparation du PTBA 2014 qui prend en compte les activités d'achèvement est en cours. La mission invite le programme à procéder à une planification à rebours des activités pour s'assurer à terme que les investissements prévus seront réalisés avant la date d'achèvement, ce qui permettra de les rendre éligibles aux ressources du Prêt/FIDA et du Don/FBSA.
87. Performance financière des Bailleurs. En termes d'obligations de financement, le montant décaissé se chiffre à 9 112 000 USD pour un montant d'engagements approuvés de 24 658 000 USD soit un taux d'exécution de 37%. Les taux d'exécution des bailleurs sont de: 43% pour le Prêt FIDA ; 46% pour le Don FBSA ; 13% pour le Prêt BOAD ; 50% pour l'Etat ; 7% pour les bénéficiaires. Les taux de réalisation par composante sont de: 19% pour la composante 1 ; 24 % pour la composante 2 ; 46 pour la composante 3 ; 30% composante 4 et 84% pour la composante 5. Les niveaux relativement faibles de ces taux procèdent, du retard accusé au démarrage du Programme dans la mise en place des avances FIDA (2009) et BOAD (2010) et des perturbations dans la zone d'intervention du Programme, ce qui n'a pas toujours permis une mise en œuvre optimale des activités durant la période sous revue.
88. Mobilisation du Prêt FIDA. A la DRF N°26 comprise, 3 300 569,76 DTS ont été décaissés pour une allocation du prêt de 7 700 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 43%. En prenant en compte la DRF 27 (129 690 405 FCFA/171 775,37DTS), le taux de décaissement sera de 45%.
89. Mobilisation du Don FBSA. A la DRF n°6 comprise, 1 249 737,56 euros ont été décaissés pour une allocation du Don de 2 700 000 euros, soit un taux de décaissement réel de 46%. La prise en compte de la DRF n°7 (95 380 451 FCFA/145 406,56 euros) portera le taux de décaissement à 52%.
90. Mobilisation Prêt BOAD. Les montants sollicités et décaissés sont de 367 416 980 FCFA. Par rapport à la dotation du prêt de 2 750 000 000 FCFA, le taux de décaissement est de 13%. En

tenant compte de la DRF n°12, en cours de signature à la Tutelle de 48 958 976 FCFA, le taux sera de 15%.

91. Compte Spécial Prêt FIDA. Un montant de 347 833 867 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 350 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 2 166 133 FCFA correspondant ; i) à des taxes préfinancées par le FIDA pour le compte de la contrepartie de 1 805 303 FCFA qui seront régularisées dès le règlement de la DRF 27 ; ii) au fonds de caisse perdu lors de la disparition du coffre-fort du programme de 360 930 FCFA. Par ailleurs, au 31 octobre 2013, la trésorerie du Programme en banque se chiffre à 161 922 998 FCFA, la DRF n°27 en traitement au niveau du FIDA est de 129 690 405 FCFA et les montants décaissés non encore soumis sont de 56 581 394 FCFA.
92. Compte Spécial Don FBSA. Un montant de 249 728 321 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 250 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 271 679 FCFA correspondant à des taxes préfinancées par le FBSA pour le compte de la contrepartie qui seront régularisées dès le règlement de la DRF n°7. Par ailleurs, au 31 octobre 2013, la trésorerie du Programme en banque est de 82 764 245 FCFA et la DRF n°7 en instance d'envoi au FIDA de 89 469 076 FCFA. Les montants retirés du compte spécial qui se chiffrent à 77 495 000 FCFA correspondent aux dépenses relatives aux activités de l'OMS de septembre 2012 à mars 2013 qui viennent d'être justifiées dont la DRF est en cours de préparation.
93. Compte Spécial Prêt BOAD. Un montant de 69 917 680 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 70 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 82 320 FCFA correspondant à des taxes préfinancées par le Compte BOAD pour la contrepartie qui seront régularisées dès le règlement de la DRF n°12. Par ailleurs, au 31 octobre 2013, la trésorerie du Programme en banque est de 17 007 714 FCFA, la DRF n°12 en instance d'envoi à la BOAD est de 48 958 976 FCFA et les montants décaissés non encore soumis se chiffrent à 3 950 990 FCFA.
94. Situation de trésorerie. Les soldes créditeurs des comptes spéciaux et sous comptes se chiffrent à 519 722 582 FCFA dont 161 922 998 FCFA pour le FIDA ; 82 764 245 FCFA pour le FBSA ; 17 007 714 FCFA pour la BOAD et 258 027 625 FCFA pour le Compte Etat. La DRF 27 en traitement au FIDA et le BSI 2013 en cours de paiement totalisent un montant de 172 190 405 FCFA. Ainsi, la trésorerie du Programme à court terme va atteindre un montant de 691 912 987 FCFA.
95. Récupération des avances initiales. La mission rappelle les dispositions relatives au recouvrement du dépôt initial de l'appendice 2 « Procédure 1 –Compte Spécial », paragraphe 11 de la Lettre à l'Emprunteur du 17/05/10. A cet égard, en tenant compte de la date d'achèvement du Programme, il sera nécessaire d'élaborer un plan de recouvrement sur la base du PTBA/PPM/2014 et du plan de décaissement prévisionnel.

#### **Financement de contrepartie**

96. Le montant total décaissé au titre de la contrepartie pour les années 2007 à 2013 est de 697 303 025 FCFA (le chiffre fourni en février 2013 de 700 992 984 FCFA correspondait en fait à un montant de 648 992 984 FCFA), dont : 317 784 000 FCFA/BSI et 379 519 025 FCFA/Taxes). Les prévisions budgétaires correspondantes sont de 1 478 956 455 FCFA (538.000.000 FCFA/BSI et 940 956 455 FCFA/taxes), soit 47% de taux global de réalisation, 59% par rapport au BSI et 40% par rapport aux taxes.
97. Le montant des réalisations, rapporté à l'engagement de l'Etat en matière de contrepartie sur la durée du Programme (2.908.000 USD), donne un taux d'exécution de 50%. En matière de BSI, 20 000 000 FCFA ont été payés le 03/05/13 sur les 62 500 000 FCFA budgétés. Il reste un solde de 42 500 000 auquel va s'ajouter la programmation du deuxième mandat de 62 500 000 FCFA au titre du deuxième semestre 2013.

#### **Contribution des bénéficiaires**

98. En 2011, cette contribution a été budgétisée avec une comptabilisation des réalisations de 9 785 215 FCFA. Elle a été totalement exprimée en numéraires, estimée et calculée sur les investissements sous maîtrise d'ouvrage des collectivités. Il faut rappeler qu'en 2010 comme

en 2012 et 2013 il n'y a pas eu de programmation d'investissements sous maîtrise d'ouvrage déléguée.

### **Conformité avec les dispositions de l'Accord de prêt**

99. Passation des marchés. Le registre des contrats FIDA/FBSA, sous maîtrise d'ouvrage du Programme, comprend 42 éléments pour un montant total contractualisé de 823 700 544 FCFA sur la période 2009-2012 dont 804 222 552 FCFA payés, soit un taux de réalisation de 98%. Le solde de 10 721 624 FCFA correspond aux retenues de garantie des puits maraichers et des locaux techniques des radios réalisés en 2011 et qui seront libérées dès que le Programme aura procédé à la réception définitive des ouvrages concernés. Les marchés en cours d'exécution totalisent un montant de 370 756 944 FCFA, pour un montant total décaissé au 31/10/13 de 149 028 618 FCFA, soit 40% de décaissement.
100. La mission a examiné les 20 marchés signés sur la base des dossiers de consultation, des rapports d'analyse et des ANO. Il s'agit de 14 marchés en entente directe, 3 de consultation restreinte et 3 de cotation de fournisseurs. Cet examen n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures de passation des marchés/contractualisation.
101. Convention ANICT/PIDRK. Le compte FBSA/ANICT a été crédité le 03/12/2010 d'un montant de 197 541 663 FCFA à titre d'avance dont 161 626 616 FCFA justifiés. La DPD n° 05 du même montant en faveur de l'ANICT, a été payée le 26/10/2011, reconstituant ainsi le montant de l'avance initiale non encore justifié à date. Par ailleurs, le compte BOAD/ANICT a reçu une avance de 180 500 000 FCFA le 03/12/2010, justifiée à hauteur de 168 539 910 FCFA, soit un solde de 11 960 090 FCFA.
102. La BOAD a annulé la DPD 07 correspondant à ce montant justifié et a demandé la soumission d'une nouvelle DPD relative au complément de la caisse d'avance ANICT de 219 500 0000 FCFA pour la porter de 180 500 000 FCFA à 400 000 000 FCFA conformément à l'accord de Prêt. Cette demande ne sera pas finalement réalisée. En effet, la BOAD vient d'accepter par avenant n°01 du 04 octobre 2013, le principe de la délégation de la maîtrise d'ouvrage au Programme des travaux et équipements d'infrastructures d'hydrauliques, pastorales et de désenclavement avec un compte de caisse d'avance à ouvrir par l'Emprunteur au nom du PIDRK et qui sera alimenté hauteur de 400 000 000 FCFA. La signature de cet avenant revêt d'un caractère urgent pour assurer la poursuite des opérations BOAD.
103. Etats certifiés de dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur 39/114 éléments de la DRF/FIDA n°25 et sur 21/65 éléments du DRF/FIDA n° 26, toutes catégories confondues. Cette revue s'est basée sur les seuils stipulés dans la lettre du FIDA du 31/10/11. Les dépenses relatives à ces deux DRF concernent la période du 01/01/12 au 31/12/12 correspondant dans une large mesure à la délocalisation de l'UGP à Bamako. D'importants efforts de documentation des ECD ont été effectués pour rendre les liasses de règlement consistantes et exhaustives. Des améliorations sont requises en matière de systématisation de la certification du « service effectué ou de la fourniture faite ».

### **Comptabilité et Audit**

104. Comptabilité. Au 31/10/13, toutes les pièces comptables de la période de référence ont été imputées et saisies et les états comptables ont été édités (Journaux, grands livres, général et analytique ; balances, générale et analytique et fiches d'analyse de compte). Les rapprochements bancaires mensuels des 11 comptes du Programme, dont 4 comptes spéciaux (FIDA, FBSA, BOAD, Etat), 4 comptes d'opération correspondant et 1 compte dépôt à terme pour l'Etat, sont à jour. Ceux arrêtés au 31/10/13 ne comportent pas d'écritures en suspens.
105. Conformément au mail du FIDA du 16/09/2013, les compte « Produits FIGR-remboursement des AGR » et « Produits PIDRK-indemnisation d'assurance », présentant respectivement des soldes au 31/10/13 de 1 302 964 FCFA et de 4 600 FCFA sont en cours de clôture. Cependant, en ce qui concerne le solde du compte « Produits FIGR », l'UGP propose de l'affecter à la prise en charge des activités d'atténuation des risques qui seront exécutées courant novembre 2013.
106. Audit des comptes. L'audit des comptes de l'exercice 2012 a été réalisé en mai 2013 et les rapports transmis au FIDA et à la BOAD le 17/06/2013. A cause du contexte de mise en œuvre,

l'audit s'est limité à la revue des pièces au niveau de l'UGP à Bamako, ce qui n'a pas permis notamment de procéder à la revue de la traçabilité des ressources auprès d'un échantillon de prestataires stratégiques. Les comptes du Programme ont été certifiés sans réserve et aucune recommandation en matière de contrôle interne n'a été formulée.

107. Suivi supervision. Toutes les recommandations de la dernière mission en matière de gestion fiduciaire ont été exécutées.
108. Arrêté et audit des comptes 2013. Le planning suivant a été validé avec l'UGP : Inventaire des immobilisations (du 15 au 31/12/13) ; Arrêté de stock (31/12/13) ; Inventaire des immobilisations (du 15 au 31/12/13) ; Justification et apurement des avances de toutes les activités achevées pendant la période de référence (31/12/13) ; Production des états comptables (28/02/2014) ; Analyse des comptes et établissement des états financiers (15/03/14) ; Transmission des états financiers au FIDA (31/03/14) ; Audit des comptes avec rapport provisoire (du 01 au 30/04/14) ; Transmission du rapport définitif au FIDA et à la BOAD (15/05/2014).

<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
Acquérir la version TOMP2PRO du logiciel de gestion comptable et financière	Directeur/RAF	31/12/13
Procéder aux sorties d'immobilisations de l'inventaire physique de clôture des comptes et du fichier comptable de tous les équipements, matériels et véhicules perdus durant l'occupation de la ville de Kidal.	Directeur/RAF/GC	31/12/13
Statuer sur la demande de prime de performance du PIDRK à l'instar de ce qui se fait au PIDRN, dans le cadre de l'harmonisation de la prise en charge du personnel des Projets/Programmes/FIDA/MALI.	CNPPF/FIDA	30/11/13
Assurer un suivi de l'exécution du PTBA 2013 pour atteindre au 31/12/13 un taux d'exécution d'au moins 85%	Directeur/RAF/RSP	31/12/13
Finaliser la DRF 7/FBSA (dépenses de janvier à octobre 2013) et transmettre au FIDA	RAF/GC	15/11/13
Transmettre la DRF 12 à la BOAD	RAF/GC	15/11/13
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FIDA relatif aux taxes préfinancées	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 27
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FBSA relatif aux taxes préfinancées	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 07
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial BOAD relatif aux taxes préfinancées	Direct /RAF	PM : dès paiement DRF 12
Préparer un plan de recouvrement des avances initiales du Prêt FIDA et du Don FBSA, sur la base du PTBA/PPM et du plan de décaissement 2014	Direct/RAF	31/12/2013
Assurer le suivi de la justification du compte FBSA/ANICT et BOAD/ANICT	Direct /RAF	PM
Assurer le suivi de la signature de l'Avenant N°01/BOAD par le Ministre des Finances	CSA	15/11/2013
Systématiser la certification du « service effectué ou de la fourniture faite »	Directeur/RAF/GC	PM
Autoriser l'utilisation du solde du compte « Produits FIGR » de 1 302 964 FCFA pour la prise en charges des activités d'atténuation des risques avant la clôture dudit compte	FIDA	Immédiat
Procéder à une nouvelle sélection pour le recrutement du cabinet chargé de l'audit des comptes de l'exercice 2013	Directeur/RAF	31/12/2013
Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes de l'exercice 2013	RAF/GC	PM (15/05/13)

## F. Durabilité

109. Sur le plan technique, les principaux facteurs susceptibles d'assurer la durabilité des actions en cours en faveur des populations de la zone du Programme sont, comme déjà indiqué lors de la dernière mission de supervision, de deux ordres. D'une part, le fructueux partenariat établi au tour du Programme, avec les structures publiques régionales, chacune dans son domaine de compétence et, d'autre part, l'étroite association des bénéficiaires à l'exécution des activités à travers leur représentant.
110. La formation d'acteurs locaux tels que les auxiliaires de santé animale et les réparateurs de motopompes, qui résident déjà dans la zone du Programme, renforce par ailleurs les garanties nécessaires à la poursuite des activités.
111. En termes de services sociaux de base, la stratégie adoptée de mettre en œuvre la composante « Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base » en tenant compte des orientations de la politique sectorielle de santé du pays, est une avancée significative pour le secteur de la santé de la région. En effet, la création des CSCom et de ses organes de gestion communautaires (ASACO et COGES) pour les CSCom fonctionnels, en partenariat avec les bénéficiaires, est certainement une mesure appropriée pour approcher les soins des populations et en même temps de les responsabiliser dans leur gestion.
112. Cette stratégie avait pour objectif de créer toutes les conditions de durabilité, à l'instar de ce qui se passe dans les autres régions du pays. Malgré la situation de crise qui a engendré le système de gratuité des soins instauré par les différents partenaires intervenant sur le terrain, un fonctionnement autonome des CSCom peut être rétabli dès le retour à une vie normale avec un système de recouvrement de coûts comme moyen de participation des populations au financement de leur santé, mais également pour la garantie des conditions de durabilité.
113. Les conditions de durabilité pour le système éducatif dans la région de Kidal sont liées à des dispositions qui ne sont pas encore mises en place, en particulier dans les zones nomades. Il s'agit notamment des logements pour élèves et enseignants, des points d'eau, des cantines scolaires fonctionnelles toute l'année scolaire, un système de prise en charge des enfants malades en l'absence des parents, l'existence des conditions matérielles pour maintenir les élèves et les enseignants sur place, notamment les kits solaires avec des équipements audio-visuels.
114. Ces conditions peuvent amener les parents nomades éleveurs, en perpétuel déplacement à la recherche de pâturage et de points d'eau, à accepter d'inscrire leurs enfants dans un système éducatif plus rassurant. Il sera important pour le PIDRK de contribuer à mise en place de telles dispositions dès que la situation de la région le permettra en collaboration avec les élus et les parents d'élèves pour assurer le suivi après la fin du programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire l'analyse de la situation avec l'Académie de Kidal, les CAP de Kidal et Tessalit, les élus communaux, les PTF (PAM, UNICEF) pour identifier les sites d'implantation des infrastructures appropriées et contribuer à leur mise en place.	PIDRK	Décembre 2013

## G. Autres aspects

115. Le Programme reste très sensible au genre, notamment en cette période d'insécurité où la plupart de tous ses concours s'adressent aux groupes vulnérables parmi lesquels l'on

dénombrer de nombreuses femmes. C'est le cas de la distribution du matériel aratoire et des semences de maraichage où 47% des bénéficiaires sont des femmes. C'est également le cas au niveau de l'opération d'octroi des noyaux de caprins où 50% des bénéficiaires sont des femmes chefs de ménages vulnérables. La mission a du reste, pu constater la forte présence des femmes à travers les activités du Programme, lors des échanges avec les bénéficiaires.

## **H. Conclusion**

116. Le PIDRK a fait preuve d'initiatives, pour adapter ses interventions au contexte de l'insécurité que connaît la zone du Programme depuis 2012. Les stratégies développées pour ce faire ont été très pertinentes, en particulier, la mise à contribution des ressources humaines disponibles des ONG de la zone pour l'exécution des activités.
117. Ces stratégies qui ont permis d'atteindre des résultats appréciables et qui restent pertinentes dans le contexte actuel d'insécurité, doivent toutefois inclure dans le processus de déroulement des activités, des mécanismes de suivi et d'évaluation des actions et résultats atteints (production, revenus etc.).
118. La mise en œuvre de la composante « amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base » devrait contribuer à accroître la couverture sanitaire de la région de Kidal, de manière significative avec la finalisation des travaux de construction, d'équipement et de fonctionnement des 4 CSCoM. Cet objectif n'est pas encore atteint avec la situation d'insécurité qui a freiné la mise en œuvre effective de cette stratégie. L'espoir est encore permis avec les intentions du nouveau gouvernement qui est en train de prendre toutes les dispositions pour ramener la paix et la sécurité dans les régions du nord. Les résultats positifs d'une telle approche permettraient de finaliser les travaux et de rendre fonctionnels tous les CSCoM prévus dans le cadre du Programme.
119. Le renforcement du système éducatif de la région de Kidal grâce à des investissements importants (construction et équipement des infrastructures scolaires et de résidence pour les élèves et les enseignants), non seulement dans certaines villes, mais aussi et surtout sur certains sites nomades importants, constituent des solutions appropriées pour l'amélioration du système éducatif dans une région où vivent des communautés nomades.
120. Les interventions peuvent non seulement contribuer à accroître la scolarisation des enfants de manière significative, mais aussi de résoudre le problème d'abandon constaté chez les adolescents et les jeunes qui aspirent continuer leurs études dans des villes où le problème de logement ne se pose pas.
121. La poursuite et la finalisation des travaux en cours sont donc indispensables et pertinents pour accroître l'assiduité des élèves, la qualité de l'enseignement et les résultats attendus, et en somme de contribuer à renforcer le système éducatif de toute la région.
122. Dans le cadre du PTBA 2014, la mission a relevé une volonté manifeste de l'équipe du Programme à rattraper le retard dû à la crise, en programmant beaucoup d'activités à réaliser. Elle estime trop ambitieuse la proposition de PTBA 2014 et recommande de la réviser en la maintenant à un niveau maîtrisable par l'équipe, tout en retenant le principe de sa révision possible en mars 2014.
123. Par ailleurs, il faut signaler que dans le cadre de la volonté du gouvernement à reconstruire les régions du Nord, le Ministre du Développement Rural lors de son entretien avec le CPM a requis l'appui du FIDA pour la réalisation d'une étude pour la définition de filières porteuses dans le Nord afin de relancer les activités dans la région de Kidal dès que la situation le permettra. La mission est d'avis que la réalisation d'études sur les résultats atteints par le PIDRK peuvent servir de base pour alimenter les réflexions sur l'élaboration d'un programme régional de développement.
124. Il convient de noter que le programme s'achèvera en septembre 2014. Les conditions actuelles sur Kidal ne permettent pas d'envisager une prolongation du programme du fait du climat d'insécurité régnant toujours dans la région interdisant la reprise normale des activités et de ce fait la supervision normale du FIDA. La prochaine supervision programmée en mars 2014



permettra d'évaluer la possibilité d'une prolongation du PIDRK dans des conditions normales d'activités.

125. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Mali approuvent les conclusions de la mission de supervision.



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes

### Faits essentiels

Pays	Mali	No. du projet	1356	No. du prêt/don DSF	704
Projet	Programme intégré de développement rural de la région de Kidal			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	05/11/2013			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	04/03/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/11/2011		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	14/12/2006			Coût total	22.83	
Accord	16/02/2007	Délai d'entrée en vigueur	7.3	FIDA Total	11.34	
Entrée en vigueur	20/07/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.34	43
Examen à mi-parcours	11/11/2011			Don DSF		
Achèvement	30/09/2014	Dernier amendement	02/09/2010	Don FIDA		
Clôture	31/03/2015	Dernier audit	1/06/2013	Financement national total	2.97	
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	0.26	7
				Gouvernement (National)	2.71	50
				Cofinancement total	8.53	
				BOAD	5.03	13
				Belgium/BSF	3.50	46

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4
4. Conformité à l'accord de prêt	3	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement		3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui à la valorisation du potentiel pastoral	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Amélioration & diversification revenus groupes vulnérables.	4	4	2. Autonomisation	3	3
3. Amélioration accès services sociaux de base	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	3	3
4. Renforcement des capacités des acteurs	n/a	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

## B.5 Justification des notes

### B1. Aspects fiduciaires

1. Qualité de la gestion financière, 4 : Dans la situation de délocalisation du siège à Bamako, les opérations administratives, financières et comptables sont prises en charge de façon satisfaisante avec le respect des délais de rapportage au FIDA des états financiers et de l'Audit des comptes 2012. Par ailleurs, tous les éléments nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles au démarrage de la mission.
2. Taux de décaissement, 3 : Les taux de décaissement du prêt FIDA (42,86%) et du don FBSA (46,29%) sont plutôt satisfaisants au regard de la période réelle de mise en œuvre des activités sur le terrain.
3. Fonds de contrepartie, 3 : En matière de BSI, 20 000 000 FCFA (16% de la dotation annuelle 2013) ont été payés le 03/05/13 sur les 62 500 000 FCFA budgétisés. Il reste un solde de 42 500 000 auquel va s'ajouter la programmation du deuxième mandat de 62 500 000 FCFA au titre du deuxième semestre 2013.
4. Conformité à l'accord de prêt, 4 : Le rapport du premier semestre 2013 a été envoyé au FIDA le 26/09/13 ;
5. Conformité aux règles de passation des marchés, 5 : L'examen des 20 marchés signés sur la base des dossiers de consultation, des rapports d'analyse et des ANO 4 marchés en entente directe, 3 de consultation restreinte et 3 de cotation de fournisseurs) n'appelle d'observation particulière en matière de respect des procédures de passation des marchés/contractualisation.
6. Qualité et ponctualité des audits, 4 : le rapport d'audit des comptes/2012 a été transmis au FIDA dans les délais. Cependant, à cause du contexte de mise en œuvre l'audit des comptes 2012 s'est limité à la revue des pièces au niveau de l'UGP à Bamako, ce qui n'a pas permis notamment de procéder à la revue de la traçabilité des ressources auprès d'un échantillon de prestataires stratégiques. Les comptes du Programme ont été certifiés sans réserve et aucune recommandation en matière de contrôle interne n'a été formulée.

### B2. Etat d'avancement de l'exécution du projet

1. Qualité de la gestion du projet, 5 : Malgré la crise, le Programme a fait preuve d'initiatives et de créativité, en adaptant ses interventions au contexte d'insécurité consécutive à l'occupation de la zone par les groupes armés. Le Programme a pour ce faire, noué des partenariats avec des ONG s'appuyant sur des ressources humaines locales.
2. Exécution du S&E : 3 : Le suivi évaluation ne produit toujours pas, l'essentiel des informations nécessaires au pilotage du Programme; l'insécurité dans la zone n'a pas permis de pourvoir le poste de spécialiste en suivi –évaluation, vacant depuis le départ du titulaire .
3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution : 4 : Les activités exécutées sont conformes à celles planifiées dans le PTBA 2013 qui a été révisé au mois de septembre. Toutes les activités programmées avant septembre 2013 ont été exécutées. Celles en cours, sont issues de la programmation additive du mois de septembre.

4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes : 5 : Les stratégies de sélection des bénéficiaires du concours du Programme tiennent compte des groupes vulnérables, notamment les femmes. Dans le cadre de la distribution des noyaux de caprins, les mêmes quotas ont été alloués aux chefs de ménages vulnérables hommes et aux chefs de ménages vulnérables femmes. Près de 48% des bénéficiaires des semences de produits maraichers sont des femmes.
5. Lutte contre la pauvreté : 4 : Les activités du projet concourent toutes à la lutte contre la pauvreté et vont en direction des couches vulnérables (maraîchage, appui à l'élevage, mais aussi action dans le domaine de la santé et de l'éducation).
6. Efficacité du ciblage : 4 : Le Programme cible effectivement, dans le cadre de ses interventions, les différents groupes socio-économiques, particulièrement les femmes. Plus de 48 % des bénéficiaires de semences, petits matériels et plants fruitiers de l'année 2013 sont des femmes. Cette proportion a atteint 50% dans le cas de la distribution des noyaux de caprins aux ménages vulnérables.
7. Innovations et leçons apprises : 4 : le projet est à la recherche d'innovations pour promouvoir des actions efficaces et durables dans la région particulière de Kidal. l'expérience qui utilise des personnes ressources du milieu comme auxiliaires de santé animale, formés aux soins (traitements et vaccinations) à porter aux animaux, constitue par exemple une innovation répliquable dans des milieux similaires, en raison des difficultés de mobilisation des services de l'Etat. Le projet doit faire un effort pour documenter et capitaliser ces expériences.
8. Prise en compte du climat de l'environnement : 3 : Des introductions d'arbres fruitiers et de palmiers dattiers ont eu lieu.

### **B3. Produits et réalisations**

1. Appui à la valorisation du potentiel pastoral : 3 : Le gros des investissements portant sur la réalisation des 18 puits citernes et des 30 puits modernes est encore au stade de finition des études.
2. Amélioration & diversification revenus groupes vulnérables : 4 : Des efforts sont entrepris dans le cadre de l'amélioration et de la diversification des revenus des groupes vulnérables : diversification des espèces cultivées dans les périmètres maraîchers ; de fruitiers...octroi de noyaux de caprins aux ménages vulnérables.
3. Amélioration de l'accès aux services de base : 4 : L'appui apporté aux CSCOM et CSREF a été maintenu et renforcé malgré le contexte particulièrement difficile.
4. Renforcement de capacités : 4 : Des activités de renforcement de capacités programmées en faveurs des éleveurs, des maraichers sont en cours de réalisation.
5. Gestion/Suivi-Evaluation : 3 : Le contexte sécuritaire de la zone n'a pas permis d'améliorer le système de suivi-évaluation.

### **B.4. Durabilité**

1. Renforcement des institutions (Organisations, etc.) : 3. Le contexte de crise que connaît la zone, n'a pas permis un appui rapproché tel qu'exige la structuration des bénéficiaires.
2. Autonomisation : 3. L'appui à la structuration des organisations n'a pas pu atteindre l'assistance souhaitée à cause du contexte de crise.
3. Qualité de la participation des bénéficiaires : 3 : Les bénéficiaires participent physiquement à la réalisation des activités du Programme mais la situation de crise et le conflit armé ont provoqué des nombreux déplacements de populations qui ne favorisent pas une participation de qualité des bénéficiaires.
4. Adaptabilité des prestataires de services : 4. Avec la crise, le programme a réussi à développer des partenariats avec l'OMS et à mobiliser des ONG locales qui ont permis un travail de qualité auprès des CSCOM et des populations.
5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité) : 4 : Les fondements d'une bonne stratégie de désengagement existent grâce à l'implication des structures publiques et des communes dans tous les processus de mise en œuvre des activités. Le contexte actuel ne permet pas de mettre en œuvre cette stratégie efficacement.

6. Possibilité de réplcation à plus grande échelle : 4 : L'exemple des auxiliaires de santé peut être reproduit à une échelle plus grande. Le programme doit dès que possible renforcer ses capacités en S/E pour identifier plus précisément les possibilités de mise à l'échelle après la sortie de crise.

### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

1. Actifs physiques/financiers : 3 , les activités menées avec les partenaires du projet en 2012 ont permis de sauvegarder certains actifs au niveau des populations, même si certains pillages ont malheureusement privé les ruraux de certains de leurs biens collectifs et personnels.
2. Sécurité alimentaire : 3, elle reste toujours fragile à cause du peu d'opportunités et de la persistance de la crise. ; les appuis en semences pour les PPM ont permis d'avoir un bon niveau de production. Les campagnes de vaccination ont aussi permis de sauvegarder les troupeaux de ruminants et de petits ruminants.
3. Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique : 3 : Le Programme a appuyé dans l'acquisition de près de 3 750 vitro plants de palmier dattier et d'au moins 5 000 plants d'arbres fruitiers.
4. Avancement global de l'exécution :3 : le programme a été capable de mettre en œuvre efficacement son PTBA 2013 mais à cause de la situation sécuritaire l'avancement globale de l'exécution du projet reste faible.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	2	2
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Malgré le contexte particulièrement difficile, le programme a déployé des efforts pour poursuivre l'exécution de certaines de ses activités, et surtout de maintenir en état de fonctionnement les structures réalisées. Toutefois, l'état d'avancement du programme a été fortement affecté par la crise et la probabilité de réaliser les objectifs du projet restent réduites avec un achèvement prévu pour mi 2014.

### C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires : Le risque principal est la persistance de la situation de crise dans le Nord du Mali. Toutefois, le retour de l'administration et des populations dans les régions nord sont de bon augure.

Avancement de l'exécution du projet : certains des résultats des activités déjà réalisées sont visibles ; les impacts sont perceptibles à des degrés divers selon les secteurs d'intervention. Le projet a les moyens d'illustrer ces résultats et impacts grâce à un S/E de qualité à mettre en place. Le risque est que le programme n'ait pas le temps de reprendre ses activités de S/E pour valoriser les acquis dans le rapport d'achèvement. Le risque principal est lié à la persistance de l'insécurité dans la zone qui entraverait la reprise des activités du projet.

Durabilité : La participation des structures décentralisées, des collectivités locales et des organisations de producteurs à toutes les activités constitue un gage de leur durabilité. Les soutiens apportés en 2013 ont permis de maintenir certains acquis dans ce sens. Le risque est que la situation sécuritaire ne mette du temps à s'améliorer.

### Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Reprise des activités dans le Nord / Réinstallation des populations	Renforcer les apports du Projet avant sa clôture, afin de toucher un nombre important de bénéficiaires avec le retour des déplacés et autres réfugiés, suite à l'installation progressive de la sécurité.	dès que possible	en cours de discussion
Reprise des activités dans le Nord / Réinstallation des populations	Envisager un PTBA 2014 révisé à la hausse afin d'apporter un appui aux populations du Nord et déplacées en termes alimentaire, nutritionnel et sanitaire, sous la coordination du CSA et en partenariat avec les autres intervenants (PAM, ONG internationales et locales, PTF...).	dès que possible	en cours de discussion

### Observations supplémentaires





## Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

<b>Objectif global</b> <b>Contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations les plus pauvres de la région de Kidal</b>	Unité	Cible	REALISATIONS	Observations
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%		26	Source : Enquête SYGRI 2010 (de référence)
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%		37	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%		14	
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%		19	
Ménages ayant accès à des installations sanitaires améliorées	%		1	
Membres de ménage féminins sachant lire	%		32	
Membres de ménage masculins sachant lire	%		41	
Rapport femmes-hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	Nombre		1,09	
Hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	%		50	
Femmes entre 15 et 24 qui peuvent lire	%		39	
Ménages ayant connu une saison de disette	%		79	
Durée de la première saison de disette	Nombre		3,5	

<b>Objectif spécifique :</b> Augmenter et diversifier les revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable				
Proportion de familles transformant les sous-produits de l'élevage	Pourcentage		14,21%	
Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté	Nombre		387	
Proportion de familles ayant atteint après deux ans le seuil de viabilité pastorale (soit ~30 petits ruminants/famille)	Pourcentage		%	
Nombre de familles menant des activités agricole (maraîchage, fruiticulture, phoeniculture)	Nombre		364	
Evolution du taux de malnutrition infantile*	%			

RESULTATS ATTENDUS PAR COMPOSANTES	Unité	Cible	Réalisations	Observations
<b>COMPOSANTE 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral</b>				
R1. L'accès aux ressources pastorales est amélioré prioritairement pour les groupes cibles du programme				
<b>Indicateurs de premier niveau</b> Nombre de puits réalisés/réhabilités par zone géographique (Adrar / Tilemsi/ Tamesna)	Nombre	30	29	Le 30 <sup>ème</sup> puits était en cours de réalisation au début des événements
Nombre d'hectares de pâturages restaurés	hectares	125	65	
<b>Indicateurs de second niveau</b> Durée du séjour des troupeaux dans les vallées latérales du Tilemsi et du Tamesna à partir de la 4 <sup>ème</sup> année du programme	Nombre de jour	240 à 270 à partir de la 4 <sup>ème</sup> année	180 jours	Les animaux séjournent actuellement 180 jours dans les vallées du Tilemsi et du Tamesna avec la réalisation des 18 puits citernes, le séjour va augmenter de 60jrs à 90jrs

% du cheptel séjournant dans les vallées latérales	Proportion	Nd	60% d'ovins et 50 % de camelins	
Baisse en% de la perte du lait	Pourcentage	Nd	Nd	8 projets ont été financés dans le cadre de la transformation des sous-produits pastoraux sur fonds DDC
<b>R2. Les conditions sanitaires de base du cheptel sont améliorées</b>				
<b>Indicateur de premier niveau</b> Nombre de parcs de vaccination construits	Nombre	10	03	Les DAO relatifs à la réalisation des sept (07) parcs de vaccination prévus pour 2011 ont été élaborés et transmis à la BOAD pour avis de non objection après l'obtention de l'avis juridique de la DGMP.
Nombre d'animaux traités	Nombres	Nd	414 344	En 2013, 182 915 bêtes ont été touchées dans le cadre l'appui à couverture sanitaire du cheptel.
Nombre de personnes bénéficiant des activités du dispositif d'information, d'appui/conseil et de services aux éleveurs (par genre).	Nombre	Nd	42 703 hommes 37 272 Femmes	
<b>Indicateurs de second niveau</b> Réduction en %de la mortalité du cheptel			Nd	
<b>C1R3. La commercialisation des produits agro-pastoraux est améliorée</b>				
<b>Indicateurs de premier niveau</b> Nombre de marchés à bétail construits et équipés	Nombre	8	2	
Nombre de points d'eau réalisés sur les parcours d'accès aux marchés à bétail	Nombre	48	0	
Distance moyenne séparant les points d'eau sur les parcours menant aux marchés à bétail (Prévu :25 kilomètres)	Distance	25 km d'intervalle	0	
<b>Indicateurs de second niveau</b> Augmentation en % des prix aux producteurs/ éleveurs	Pourcentage	Nd	%	
Evolution du volume des transactions commerciales sur les marchés nouvellement créés	Pourcentage	Nd	%	

Evolution du volume des transactions portant sur les petits ruminants au niveau des marchés terminaux	Pourcentage	Nd	%	
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante (par genre)	Nombre	Nd	75.437 (42.523F 32.914H)	
<b>COMPOSANTE 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes</b>				
C2R1. Les microprojets soumis au Fonds pour les Initiatives Génératrices de Revenus sont approuvés et exécutés dans les délais prévus et à la satisfaction des bénéficiaires				
Indicateurs de premier niveau Nombre de requêtes adressées au programme (par catégorie de micro- projet)	Nombre	Nd	874	
% des financements accordés aux femmes	Nombre	Nd	49%	
Nombre de requêtes approuvées (par catégorie, commune et désagrége genre)	Nombre	Nd	364	
Nombre de microprojets financés dans le cadre du FIDA/FIGR	Nombre	Nd	60	
Nombre de microprojets financés dans le cadre du DDC/FIGR	Nombre	Nd	364	
Délais moyens de réalisation de micro- projets	Nombre de jours	Nd	30 jours	
Nombre de plants de palmiers dattier et d'arbres fruitiers plantés	Nombre	3 500 vitro plants de palmiers dattiers 8 000 arbres fruitiers	3750 vitro plants de palmiers dattiers et 5127 arbres fruitiers	1200 vitro plants de palmiers dattiers ont été acquis en septembre 2013
Nombre ha de jardins oasiens aménagés	Nombre d'hectare		13 ha	
Indicateurs de second niveau Nombre et % de micro-projets générant des revenus après 2 ans et après 4 ans (par genre)	Nombre et pourcentage	Nd	22%	Soit un total de 29 micros projets remboursés entièrement sur les 378.
Nombre et % d'exploitations familiales à vocation pastorale disposant après 3 ans d'un troupeau d'au moins 30 têtes	Nombre et %			

<b>COMPOSANTE 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base</b>				
<b>C3R1. L'amélioration de l'accès aux services de santé, a contribué à la réduction de la morbidité et de la mortalité, surtout chez la mère et l'enfant</b>				
Part des dépenses de santé dans le budget de fonctionnement des collectivités	Pourcentage	Nd	Nd	
Nombre de stratégies de développement de l'accès à la santé élaborées et mises en œuvre par les collectivités	Nombre	Nd	03	Il s'agit de la stratégie fixe, la stratégie avancée, et la stratégie mobile
Nombre et nature des infrastructures sanitaires réalisées par les collectivités	Nombre	6	5	Il s'agit de quatre nouvelles constructions et d'une réhabilitation
Nombre et nature des équipements sanitaires acquis par les collectivités	Nombre	5	5	Les CSCOM de Tassik et Intibzaz ont été équipés, les trois autres sont des dotations complémentaires consécutives au pillage des CSCOM d'aliou, etambar et Aghabo
% de relais communautaires femme	Pourcentage	Nd	0	
Indicateurs de second niveau <sup>4</sup> Taux de couverture sanitaire	Pourcentage	Nd	25,71% dans un rayon de 5 km	
Taux de consultations curatives	Proportion	Nd	0,16 NC/AN	
Taux de CPN Recentrée	Pourcentage	Nd	8 %	
Taux de vaccination Pentavalent 3 (0 – 11mois) et VAT 2 Femme Enceinte	Pourcentage	Nd	Penta 3 : 1% VAT 2 FE :2% BCG : 10% VAR : 17%	
Taux d'accouchement assistés	Pourcentage	Nd	6%	
<b>C3R2. Les jeunes ont de bonnes connaissances sur les IST et le VIH / SIDA</b>				

<sup>4</sup> Source SLIS, DRS pour l'année 2012

Nombre et durée des messages radio de sensibilisation produits et diffusés	Nombre	Nd	220 diffusions	
Nombre de jeunes informés sur les IST et le VIH / SIDA	Nombre	Nd	25	
C3R3. Le taux de scolarisation des enfants, en particulier des filles, est amélioré et les déperditions scolaires sont réduites				
Indicateurs de premier niveau Part des dépenses d'éducation dans le budget de fonctionnement des collectivités	Nombre	Nd	%	
Nombre des stratégies de scolarisation communales élaborées et mises en œuvre	Nombre	Nd	15 <sup>5</sup>	
Indicateurs de second niveau <sup>6</sup> Taux brut de scolarisation (par genre et commune)	Pourcentage	Nd	42,97% f 57,03% h	
Taux brut d'accès en 1ère année du cycle primaire(désagrégué par genre et commune)	Pourcentage	Nd	52,15%G 47,85%f	
Taux d'achèvement de l'enseignement primaire(désagrégué par genre et commune)	Pourcentage	Nd	05	
C3R4. Les jeunes sans emploi ont bénéficié d'une formation professionnelle qui leur permet de s'insérer dans la vie active				
Indicateurs de premier niveau Nombre de formations professionnelles qualifiantes réalisées	Nombre	5	6	
Nombre de jeunes sans emploi formés à un métier(par genre)	Nombre	200	66 (18F 48h)	

<sup>5</sup> Construction et équipement d'écoles, construction et équipement de logements/enseignants, construction et équipement CDPE, Construction et équipement centres alpha, construction et équipement dortoirs, dotation école en système d'éclairage, dotation d'écoles en point d'eau, appui aux cantines en petits matériels, dotation d'école en animaux, Appui pédagogique aux enseignants, Formation CGS, actions SCofi, Sensibilisation, Appui au recrutement des enfants, Appui aux bibliothèques scolaires,

<sup>6</sup>Source Académie d'Enseignement de Kidal, étant entendue que les écoles ont été fermées pendant l'occupation de la région par les groupes armés

Indicateur de second niveau Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une formation qualifiante (par genre)	Pourcentage	Nd	7,33%	
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante	Nombre	Nd	3760 personnes <sup>7</sup>	
<b>COMPOSANTE 4 : Renforcement des capacités des acteurs</b>				
C4R1. La participation des groupes cibles au processus de planification communale est effective				
Indicateurs de premier niveau Proportion de la population adulte connaissant l'existence et les objectifs du programme (désagrégée par genre)	Pourcentage	Nd	62,02%H 36,98 F	
Nombre d'élus et de personnels des collectivités formés	Nombre	Nd	168 élus	
Nombre de groupes vulnérables appuyés pour l'identification, la formulation de leurs besoins prioritaires et l'élaboration de demandes d'investissement	Nombre	Nd	781	
C4R2. Les besoins prioritaires des groupes– Cibles sont pris en compte dans les PDESC et les schémas communaux d'aménagement				
Nombre de bénéficiaires ayant reçu une formation (désagré par genre)	Nombre	Nd	491 h 258 f	
C4R3. Les groupes cibles disposent des capacités requises pour valoriser les investissements productifs et sociaux qui ont été réalisés avec l'appui du programme				

<sup>7</sup>Dans le cadre de la santé c'est les personnes identifiées par les équipes mobiles polyvalentes des CSCOM fonctionnels

Nombre de personnes ayant participé aux sessions d'auto-évaluation/ par genre	Nombre	Nd	0	
Indicateurs de second niveau Nombre d'activités identifiées par les groupes cibles retenues dans les PDESC et mises en œuvre	Nombre	Nd	35 <sup>8</sup>	Il s'agit d'infrastructures de santé, d'éducation, et pastorales
Nombre de structures de gestion des infrastructures d'intérêt public constituées et fonctionnelles	Nombre	Nd	0	
Proportion de femmes membres des structures de gestion		Nd	Nbre	
<b>COMPOSANTE 5 : Gestion et suivi-évaluation du programme</b>				
C5R1. Les organes de gestion, de coordination et d'appui conseil du programme sont fonctionnels				
Indicateurs de premier niveau Organes de pilotage du programme mis en place (Comité de Pilotage, comité technique de coordination, Unité de Gestion de Projet)	Nombre	03	03	
UGP mise en place	Nombre d'agent	27	8	74,09 % du personnel a été licencié en décembre 2012
Locaux de l'UGP disponibles et équipés	Nombre	01	0	Les locaux de l'UGP ont été pillés et vandalisés par les groupes armés
Organes de gestion et de supervision du FIGR mis en place	Nombre	01	01	Le contrat avec le prestataire chargé de l'administration du FIGR est arrivé à terme
C5R2. Les opérateurs du programme disposent des capacités d'intervention pour réaliser leurs missions				

<sup>8</sup>Les activités identifiées par les groupes cibles retenue dans les PDSEC et mise en œuvre sont : construction du CSCOM de Tassik, le cscm d'intibzaz, construction et équipement d'un dortoir pour élèves et de logement pour enseignant à Djarhi, construction d'un CED à Kidal, d'un CED à Aneff , d'un CDPE à Kidal, construction d'une clôture à Kidal, équipement d'école en système d'éclairage, solaire Takalote, Réhabilitation de 6 salles de classe, réhabilitation de 3 salles de classe, réhabilitation d'un cscm à Abeibara, construction d'un CED à Abeibara, construction d'un CDPE à Tinzawatène, construction d'un cscm à Talabit, construction d'un centre d'alphabétisation à Tessalit et d'un centre d'alphabétisation à Adiel Hoc, construction et équipement d'un logement scolaire à Inabag, construction et équipement d'un CED à Adiel Hoc, construction et équipement d'un CDPE à Amachach, construction et équipement d'un CDPE à Adiel Hoc, construction d'une clôture à Inam, équipement d'école en système d'éclairage solaire Inakafel, construction du Cscm de Tin Essako, construction d'un centre d'alphabétisation à Tinessako, équipement d'école en système d'éclairage solaire Achibogho, réhabilitation des (8) Huit puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination à Takalot, réalisation d'un parc de vaccination à Aneff, réhabilitation de 7 sept puits pastoraux, réalisation d'un marché à bétail, réhabilitation de 9 neuf puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination, réhabilitation de six puits pastoraux.



Taux de décaissement des ressources affectées aux Opérateurs du Programme	Pourcentage	100%	Opérateur Spécialisé FIGR : 100% Opérateurs d'appui Kidal Tinissako : 100% Opérateur d'appui Tessalit Abeibara: 100% Réseau privé d'appui sanitaire de proximité : 100%	Les contrats avec les différents opérateurs sont arrivés à terme en décembre 2012
Nombre d'animateurs recrutés par les opérateurs du programme (par genre)	Nombre	11	15 (4F et 11H)	En plus des 11 animateurs prévus, quatre animatrices ont été recrutées pour renforcer les équipes
C5R3. Les mécanismes de sélection des requêtes et d'allocation des ressources du Fonds pour les Initiatives Génératrices de revenus sont mis en place et fonctionnels				
Taux de décaissement du FIGR par catégorie d'investissement (maraîchage / élevage) et par catégorie de bénéficiaires (associations /particuliers, hommes / femmes)	Pourcentage	100%	Elevage : 40,80% Maraichage : 33 ,76% Gestion et Atténuation des risques : 24,74% Autres : 0,7%	
C5R4. Les mécanismes de suivi/évaluation sont définis et fonctionnels				
Cellule de suivi –évaluation mise en place et opérationnelle	Nombre	1	1	
Nombre d'indicateurs RIMS suivis	Nombre	Nd	13 <sup>9</sup>	
Nombre d'activités de prévention de crise	Nombre	Nd	3	Appui à l'accès à l'eau pour les hommes et le bétail ; appui à l'accès à l'aliment bétail ; appui à la commercialisation du bétail

<sup>9</sup>Les Fiches de collectes des données relatives aux activités du programme (sur les processus de l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, données sur le processus d'actualisation des PDSEC, sur le processus de réalisation des marchés avec maîtrise d'ouvrage communale, données sur PDSEC/PAI actualisés, données de base à collecter sur les infrastructures de production, Sur les infrastructures, Hydraulique, sur les CSCOM, sur les marchés à bétail, sur les mise en valeur des infrastructures de production, sur le fonction des CSCOM, sur les formations, sur les marchés à bétail, sur les AGR)

Nombre d'indicateurs désagrégés par genre	Nombre	Nd		
C5R5. Le système de suivi/évaluation est mis en place en conformité avec RIMS				
Nombre d'indicateurs RIMS suivis	Nombre	Nd	12	
C5R6. Le système de suivi évaluation est harmonisé avec celui du PIDRN				
Nombre d'indicateurs RIMS communs	Nombre	Nd	13	
Nombre de procédures de collecte et traitement harmonisées	Nombre	Nd	12	
C5R7. Le système de suivi-évaluation alimente la réflexion au niveau de la cellule de dialogue sur les politiques				
Nombre d'études thématiques réalisées	Nombre	16	14 <sup>10</sup>	
Nombre d'ateliers d'échange et de réflexion organisés	Nombre	Nd	6	
Pourcentage de décaissement : Prêt FIDA	Pourcentage	100%	42,86%	
Pourcentage de décaissement : Don FBSA	Pourcentage	100%	46,29%	
Pourcentage de décaissement : Prêt BOAD	Pourcentage	100%	13,36%	
Pourcentage de décaissement : GRM		100%	50,47%	
Pourcentage de décaissement : Bénéficiaires		100%	7,50%	

<sup>10</sup> Les différentes études réalisées sont : Etude prospective sur les spéculations agricoles, étude sur la médecine vétérinaire traditionnelle, étude sur les causes de l'avortement dans les espèces camélines et caprines, étude sur les technique et pratiques traditionnelles d'élevage camelin. Etude sur la pauvreté, l'étude sur les stratégies de l'éducation, étude sur les stratégies de la santé, l'enquête SYGRI, l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, l'étude sur la mobilisation des ressources fiscales des collectivités territoriales, l'étude sur le commerce transfrontalier, l'étude sur la valorisation des SAC, l'Etude d'évaluation du potentiel de charge des parcours pastoraux, l'Etude hydrogéologique et géophysique pour la réalisation de 18 puits citernes et de 30 puits modernes.

### Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Exécution du projet				
Système éducatif et de santé	Participer à l'accompagnement du gouvernement à financer les activités des systèmes éducatifs et de santé en fonction des prévisions consignés déjà dans les PTBA de 2012 et 2013.	2013-2014	UGP-PIDRK	A mettre en œuvre
Résultats				
	Poursuivre le traitement des dossiers d'appels d'offres jusqu'à l'analyse des offres mais sans adjudication	Février 2014	UGP/BOAD	A mettre en œuvre
	Identifier parmi les personnes pratiquant déjà des activités de soins aux animaux, les nouveaux auxiliaires qui seront formés et dotés en kits.	Mars 2014	UGP/DRSV	A mettre en œuvre
	Poursuivre le processus de distribution des noyaux de caprins jusqu'à son épuisement.	Février 2014	UGP/DRPIA	A mettre en œuvre
	Identifier quelques mécaniciens/réparateurs clés de la place et de les doter d'un petit stock de pièces détachées usuelles renouvelables.	Avril 2014	UGP	A mettre en œuvre
	Intensifier les rencontres entre la DRA et les relais paysans pour une meilleure maîtrise de l'activité maraîchère.	Avril 2014	UGP/DRA	A mettre en œuvre
	Inclure dans les TDR des ONG partenaires, la mise en place de mécanismes d'évaluation des réalisations, productions et revenus de l'activité de maraichage	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Evaluer les introductions de vitro plants de palmier dattier	2014	UGP	A mettre en œuvre

	Planifier la prolongation des contrats de 4 professionnels	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Assurer la formation complète des 9 infirmières obstétriciennes	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Planifier au titre du PTBA 2014, la réalisation de retenues d'eau et d'impluvium pour le stockage de l'eau pour divers besoins (jardinage, abreuvement d'animaux, usage domestique) en mobilisant les ressources FIDA.	Décembre 2013	UGP	A mettre en œuvre
	Procéder à la réhabilitation et l'équipement des CSCOM de Tassik, Intibzaz et Tin Essako.	1 <sup>er</sup> trimestre de 2014	UGP	A mettre en œuvre
	Envisager le renouvellement des contrats des entreprises ayant fait preuve de leur efficacité dans le cadre de la construction de mûr de clôture et de logements d'astreinte des CSCOM.	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Lancer les travaux d'installation de panneaux solaires dans 5 CSCOM et prendre les dispositions pour les sécuriser	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Envisager la formation des auxiliaires de l'élevage pour des campagnes de sensibilisation autour des points d'eau, dans les domaines de la prévention du VIH/SIDA et du paludisme.	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Equiper les auxiliaires en moto et en carburant pour les missions périodiques sur le terrain.	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Prévoir des formations des professionnels de santé pour la mise en œuvre du PMA et la formation des organes de	2014	UGP	A mettre en œuvre

	gestion			
	Surseoir à l'acquisition des 4 véhicules pour les 4 CSRF.	Immédiat	UGP	A mettre en œuvre
	Etudier d'autres alternatives plus efficaces que celles de l'ANICT, pour les marchés non encore attribués concernant la réalisation de travaux en faveur de la petite enfance (dortoirs, cantine, centres de développement, etc).	2014	UGP	A mettre en œuvre
	Ajourner l'achat de 3 véhicules pour l'Académie d'Enseignement et les CAP de Kidal et Tessalit	Immédiat	UGP	A mettre en œuvre
	Appuyer l'Académie d'Enseignement et une quinzaine d'écoles de la région de Kidal en équipements mobiliers, matériels didactiques, matériels informatiques et appuis alimentaires pour les élèves et les enseignants.	Décembre 2013	UGP	A mettre en œuvre
	Renforcer l'accompagnement de l'Assistant Suivi-évaluation du PIDRK par le Responsable de suivi-évaluation de la CNPPF, à travers l'élaboration et le suivi d'un planning des activités à dérouler par l'assistant trimestriellement.	Décembre 2013	UGP	A mettre en œuvre
<b>Durabilité</b>				
	Faire l'analyse de la situation avec l'Académie de Kidal, les CAP de Kidal et Tessalit, les élus communaux, les PTF (PAM, UNICEF) pour identifier les sites d'implantation des infrastructures et contribuer à leur mise en place.	Décembre 2013	PIDRK	A mettre en œuvre

Aspects fiduciaires				
	Acquérir la version TOMP2PRO du logiciel de gestion comptable et financière	31/12/2013	Directeur/RAF	A mettre en œuvre
	Procéder aux sorties d'immobilisations de l'inventaire physique de clôture des comptes et du fichier comptable de tous les équipements, matériels et véhicules perdus durant l'occupation de la ville de Kidal.	31/12/2013	Direct /RAF/GC	A mettre en œuvre
	Statuer sur la demande de prime de performance du PIDRK à l'instar de ce qui se fait au PIDRN, dans le cadre de l'harmonisation de la prise en charge du personnel des Projets/Programmes/FIDA/MALI.	30/11/13	FIDA	En cours
	Assurer un suivi de l'exécution du PTBA 2013 pour atteindre au 31/12/13 un taux d'exécution d'au moins 85%	31/12/13	Directeur/RAF/RSP	En cours
	Finaliser la DRF 7/FBSA (dépenses de janvier à octobre 2013) et transmettre au FIDA	15/11/13	RAF/GC	En cours
	Transmettre la DRF 12 à la BOAD	15/11/13	RAF/GC	En cours
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FIDA relatif aux taxes préfinancées	PM : dès paiement DRF 27	Direct /RAF	A mettre en œuvre
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial FBSA relatif aux taxes préfinancées	PM : dès paiement DRF 07	Direct /RAF	A mettre en œuvre
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial BOAD relatif aux taxes préfinancées	PM : dès paiement DRF 12	Direct /RAF	A mettre en œuvre
	Préparer un plan de recouvrement des avances initiales du Prêt FIDA et du Don FBSA, sur la base du PTBA/PPM et du plan de décaissement 2014	31/12/13	Direct/RAF	A mettre en œuvre
	Assurer le suivi de la justification du compte FBSA/ANICT et BOAD/ANICT	PM	Direct /RAF	A mettre en œuvre
	Assurer le suivi de la signature de l'Avenant N°01/BOAD par le Ministre des Finances	15/11/2013	CSA	A mettre en œuvre
	Systématiser la certification du « service effectué ou de la fourniture faite »	PM	Directeur/RAF/GC	A mettre en œuvre
	Autoriser l'utilisation du solde du compte « Produits FIGR » de 1 302 964 FCFA pour la prise en charges des activités d'atténuation des risques avant la clôture dudit compte	Immédiat	FIDA	A mettre en œuvre
	Procéder à une nouvelle sélection pour le recrutement du cabinet chargé de l'audit des comptes de l'exercice 2013	31/12/2013	Directeur/RAF	A mettre en œuvre
	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes de l'exercice 2013			A mettre

				en œuvre
--	--	--	--	----------

**Autres  
aspects**

## Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI au 31 octobre 2013								
	Résultats	Unité	Prévision	Exécution		Cumulatif		
			PTBA	Réalisé	% de PTBA	Préévaluation	Réalisé	% Pré-évaluation
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	44 547	44 547	100%		103 237	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	26 728	26 728	100%		60 296	
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	17 819	17 819	100%		42 941	
<b>Sous-composante</b>								
<b>Nom de la sous-composante</b>								
<b>Amélioration de l'accès aux ressources pastorales</b>	Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état	Nombre				78	29	37%
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha				125	65	52%

<b>Amélioration de la couverture sanitaire du cheptel</b>	Autres infrastructures construites/remises en état	Nombre				10	3	30%
	Personnel des prestataires de services formé	Nombre				15	15	100%
<b>Appui à la Commercialisation des produits agropastoraux</b>	Installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre				5	2	40%
<b>Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables</b>	Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre				1 000	40	4%
	Autres infrastructures construites/remises en état	Nombre				50	15	30%
	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre				75	13	17%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre				75	15	20%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre				180	45	25%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement	Nombre				5 000	2 784	56%



	Ménages ayant accès aux services zoo-sanitaires mis en place	Nombre	9 000	9 000	100%	so	86 719	100%
<b>Sous-composante Santé/VIH-SIDA/ Nutrition</b>	Centres de soins construits/remis en état	Nombre				6	5	83%
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre				120	49	41%
	Travailleurs et volontaires communautaires formés	Nombre				200	113	57%
<b>Sous-composante Education</b>	Écoles construites/remises en état	Nombre				S0	15	100%
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre				325	135	42%
	Travailleurs et volontaires communautaires formés	Nombre				200	60	30%
<b>Renforcement des Capacités et Genres</b>	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Nombre				65	0	0%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre				200	45	23%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme				Nd	35	

	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	femme				Nd	10	
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Nombre				200	75	38%
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Homme				Nd	65	
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	femme				Nd	10	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre				750	42	6%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	femme				750	42	6%
	Aménagement Bureau du Programme					1	1	100%
	Acquisition des véhicules Pick-up 2 cabines					30	15	50%
	Acquisition de motos					56	28	50%
	Acquisition des équipements informatiques et accessoires					20	34	170%

	Acquisition des équipements et mobiliers de bureau					Forfait		
	Mise en place d'un système de S&E					1	1	100%
	Mise en place d'un système comptable					1	1	100%
	Mise en place d'un système informatique de S&E					1	1	100%
	Formation en matière de passation des marchés					2	0	0%
	Réalisation des voyages d'études					150 pers/jour	72 pers/jour	48%
	Réalisation des voyages d'études					8	10	125%
	Fonctionnement et charge récurrentes					6	6	100%



## Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

**Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement**

Source de financement	Pré-évaluation (USD '000)	Décaissements (USD '000)	Pourcentage de décaissement
Prêt FIDA	11 954	5 124	42,86%
Don FBSA	3 728	1 726	46,29%
Prêt BOAD	5 788	773	13,36%
Gouvernement	2 908	1 468	50,47%
Bénéficiaires	280	21	7,50%
Total	24 658	9 112	36,95%

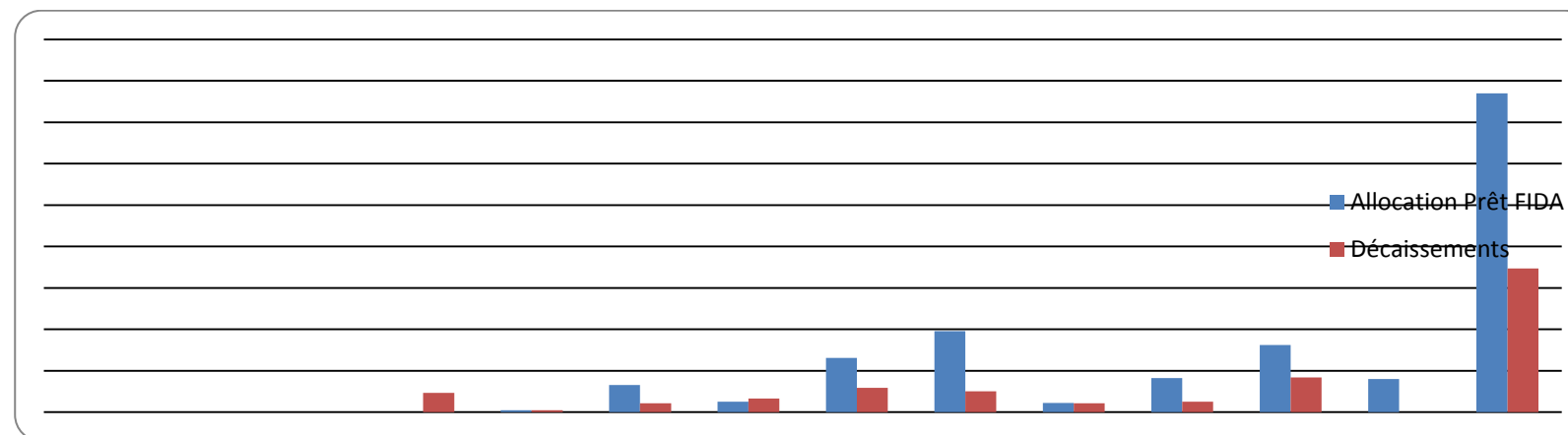
**Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)**

Composantes	Prêt/FIDA			BOAD			FBSA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%	Approuvé	Décaissé	%
Appui à la val. du potentiel agro pastoral	1129,38	393,40	34,83%	5457,913	675,85	12,38%				1 268,85	424,75	33,48%	280	21,00	7,50%	8136,095	1 515,00	18,62%
Amélioration et div. revenus	3523,13	848,19	24,07%													3523,13	848,19	24,07%
Amélioration de l'accès services sociaux							3562,206	1 567,65	44,01%	646,24	375,57	58,12%				4208,441	1 943,21	46,17%
Renforcement de capacités des acteurs	4124,21	1 280,95	31,06%							662,34	172,06	25,98%				4786,548	1 453,00	30,36%
Gestion & Suivi évaluation	3177,25	2 601,93	81,89%	330,4637	97,51	29,51%	165,684	157,86	95,28%	330,63	495,37	149,83%				4004,03	3 352,68	83,73%
TOTAL	11 954,0	5 124,46	42,87%	5788,38	773,36	13,36%	3727,89	1 725,51	46,29%	2 908,06	1 467,75	50,47%	280	21,00	7,50%	24 658,24	9 112,09	36,95%

**Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA (DTS, à la date du 31/10/2013)**

Description	Catégories	Allocation Prêt	Décaissements DRF N°01 à N°26	Solides	Taux	DRF 27 en cours de traitement au FIDA	Total	Taux
Avance démarrage			465 520,22				465 520	
Génie rural et civil	I	50 000,00	49 856,17	143,83	99,71%		49 856,17	99,71%
Matériel et équipement	II	660 000,00	188 151,99	471 848,01	28,51%	30 856,82	219 008,81	33,18%
Véhicules et moyens de transport	III	257 000,00	332 228,24	-75 228,24	129,27%		332 228,24	129,27%
Etudes, formation et appui technique	IV	1 310 000,00	545 329,29	764 670,71	41,63%	43 292,61	588 621,90	44,93%
Fonds Initiatives Génératrices de Revenus	V	1 957 000,00	470 990,25	1 486 009,75	24,07%	30 998,45	501 988,70	25,65%
Contrat opérateurs et services	VI	222 000,00	219 541,04	2 458,96	98,89%		219 541,04	98,89%
Fonctionnement et entretien	VII	823 000,00	241 946,62	581 053,38	29,40%	15 329,21	257 275,83	31,26%
Personnel	VIII	1 620 000,00	787 005,94	832 994,06	48,58%	51 298,27	838 304,21	51,75%
Non Alloué	IX	801 000,00	0,00	801 000,00	0,00%		0,00	0,00%
	<b>TOTAL</b>	<b>7 700 000,00</b>	<b>3 300 569,76</b>	<b>4 399 430,24</b>	<b>42,86%</b>	<b>171 775,37</b>	<b>3 472 345,13</b>	<b>45,10%</b>

**Image 1: Décaissements sur le prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations originales et amendées et taux effectif de décaissement**

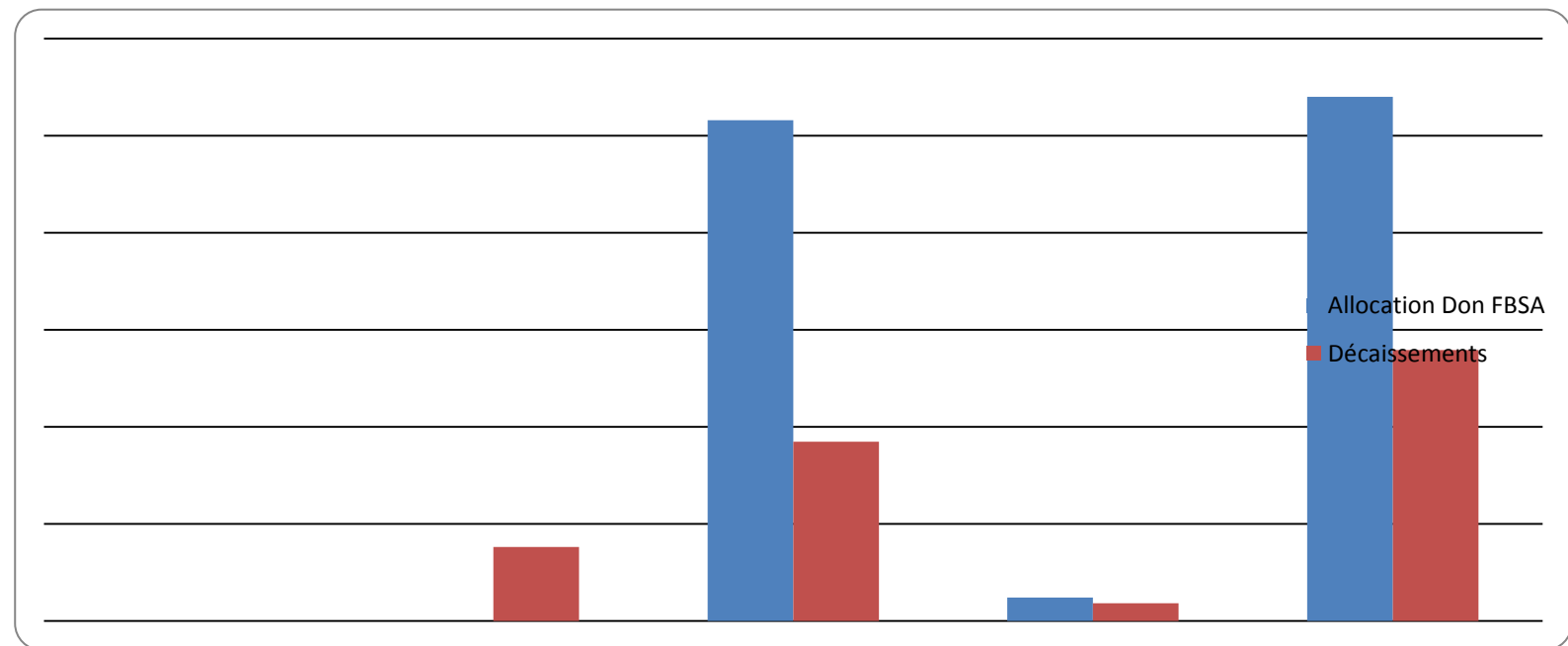






**Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FBSA (EURO, à la date du 31/10/2013)**

Description	Catégories	Allocation Don FBSA	Décaissements DRF N°01 à N°6	Soldes	Taux	DRF 07 en instance d'envoi	Total	Taux
Avance démarrage			381 122,54				381 122,54	
Infrastructures et équipements	I	2 580 000	795 278,90	1 784 721,10	30,82%	127 603,28	922 882,18	<b>35,77%</b>
Personnel	II	120 000	73 336,12	46 663,88	61,11%	17 803,28	91 139,40	<b>75,95%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>Total</b>	<b>2700000</b>	<b>1 249 737,56</b>	<b>1 831 384,98</b>	<b>46,29%</b>	<b>145 406,56</b>	<b>1 395 144,12</b>	<b>51,67%</b>



## Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition de l'Accord	Date butoire de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
<b>Section 3.05 (a)</b>	Contrepartie de l'Etat	31/12/2013	En cours	Sur le montant de 62 500 000 fcfa au titre du BSI premier semestre de l'année, 20 000 000 fcfa ont été perçus. L'inscription du même montant est en cours au traitement du second semestre.
<b>Section 4.02</b>	Rapports d'activités	30/09/2013	Conforme	le rapport du premier semestre 2013 a été envoyé au FIDA le 26/09/13
<b>Section 5.01</b>	Etats financiers	31/03/2013	Conforme	Les états financiers 2012 ont été transmis le 26 mars 2013
<b>Section 5.02 (a)</b>	Rapports d'audit	30/06/2013	Conforme	Les rapports d'audit des comptes 2012 ont été transmis le 17 juin 2013.
<b>Section 5.02 (c)</b>	Audit interne	NA	NA	Il n'y a plus d'auditeur interne au de la CNPPF.

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### CAPITALISATION DE L'OPERATION « PRET ANIMAUX

#### Octroi de noyaux de caprins au bénéfice de 40 ménages vulnérables

##### I. INTRODUCTION

La région de Kidal est une zone à grande potentialité pastorale, l'économie est essentiellement basée sur l'élevage transhumant et nomade. Les caprins considérés comme le cheptel le plus facilement valorisable sont utilisés comme nourriture (viande lait et les dérivés du lait à savoir beurre, fromage....). L'espèce revêt autant une importance économique que sentimentale pour les éleveurs de la région de Kidal. Ses effectifs ont beaucoup souffert des différentes sécheresses, des abattages culturels et de la commercialisation à outrance du fait que le caprin se vend « vite et bien et à tout moment ».

Longtemps considéré comme le cheptel du pauvre, le caprin en ces années difficiles prend beaucoup plus d'importance et ses grandes capacités d'adaptabilité, sa résistance aux disettes et son caractère opportuniste et diversifié de recherche de nourriture le désigne comme l'animal incontournable pour appuyer les ménages très vulnérables pour la reconstitution de leur cheptel.

##### II. PRESENTATION DE L'EXPERIENCE

###### 2.1. Schéma de l'intervention

Il s'agit d'acquérir et de répartir des noyaux de petits ruminants (20 caprins) au bénéfice de 40 ménages très vulnérables. Le coût de chaque noyau est estimé à 650 000 FCFA (y compris le coût des intrants sanitaires et zootechniques), soit un total de 26 000 000 FCFA. Cette activité sera conduite par un opérateur (ONG SOLISA) en collaboration avec le Réseau Privé d'Appui Sanitaire (animale) de Proximité (RPASP).

L'opérateur chargé de la mise en œuvre mettra en place des commissions de sélection des opérations (CSO) composées des représentants de bénéficiaires, de leaders de site, et d'un technicien de la Direction des Productions et des Industries Animales (DRPIA) qui l'appuiera dans l'acquisition des animaux et la sélection des bénéficiaires suivant les critères de vulnérabilité. Deux commissions de sélection des opérations seront mises en place, une à **Kidal** et l'autre à **Intadeini**.

Le suivi in situ des troupeaux se fera par la CSO qui identifiera les futurs bénéficiaires qui profiteront du remboursement. Le suivi de l'opération engagera outre le service technique, les leaders des sites qui sont les garants du choix des bénéficiaires et du suivi correct et régulier de l'opération. Le levier le plus important sur lequel se basera l'information liée au suivi des animaux reste sans aucun doute le bénéficiaire en attente qui recevra les produits du remboursement.

Le remboursement se fera pendant la deuxième année sur les produits de la première portée du noyau. Chaque ménage remboursera le tiers du noyau soit environ 7 bêtes ; ce qui aboutira à la reconstitution d'un noyau par le remboursement de trois bénéficiaires. La fiabilité de l'opération réside dans le système traditionnel de prêt et de legs (tiyyitèn/terdjiten)<sup>11</sup> d'animaux chez les pasteurs aux familles démunies; et la société toute entière met un point d'honneur à ne pas briser ce genre de convention. Plus les communautés seront responsabilisées, mieux c'est pour le bon déroulement de l'opération, le bénéficiaire en attente étant considéré comme un ayant droit désigné et connu de tous.

##### III. DEROULEMENT DE L'OPERATION

Le PIDRK en collaboration avec l'ONG SOLISA « **SOLIDARITE POUR LE SAHEL** » a procédé à l'acquisition et la distribution de 800 petits ruminants à 40 ménages vulnérables en raison de 400 petits ruminants sur les sites de Kidal et Intedeini. Des fiches d'identification et d'engagement des

---

<sup>11</sup> Legs et dons chez les touaregs pour appuyer les personnes ou ménages vulnérables ou en difficulté

bénéficiaires ont été élaborées et renseignées pour chacun des 40 bénéficiaires et elles désignent également les 14 bénéficiaires.

Un pactole de 26.000.000 FCFA a été réparti entre les éleveurs vendeurs des 2 sites. L'opération n'induit pas une surcharge sur les ressources pastorales (eau et pâturages), les animaux redistribués appartenant tous au site. Le changement de propriétaire apporte de l'argent mais aussi un sentiment de solidarité pour les populations.

